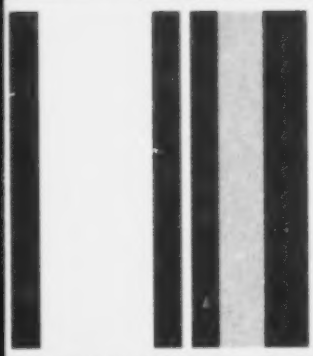
Automne 2006



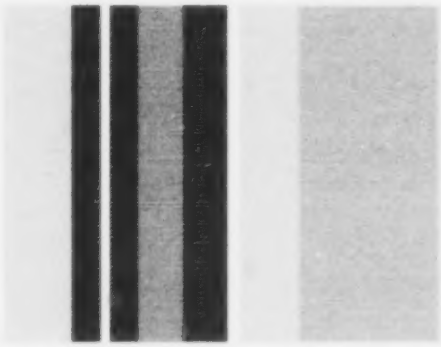
Le point

sur la situation économique et financière du Québec

Québec

2007-00367

Automne 2006



Le point
sur la situation économique et financière du Québec

Québec

Le point sur la situation économique et financière du Québec
Automne 2006
ISBN-13 : 978-2-550-48261-1 (version imprimée)
ISBN-10 : 2-550-48261-1 (version imprimée)
ISBN-13 : 978-2-550-48262-8 (PDF)
ISBN-10 : 2-550-48262-X (PDF)
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec, 2006
Date de parution : octobre 2006
© Gouvernement du Québec, 2006

Message du ministre des Finances

Si le gouvernement du Québec fait aujourd'hui le point sur la situation économique et financière, c'est, avant tout, pour remplir un engagement : accroître la transparence dans les finances publiques.

Dans le *Discours sur le budget 2006-2007*, je me suis engagé à rendre dorénavant public, chaque mois, un rapport des opérations financières. C'est ce que nous avons fait et tous les Québécois peuvent aujourd'hui suivre régulièrement la situation financière du gouvernement. D'ailleurs, le rapport mensuel des opérations financières au 31 août 2006 est publié en même temps que ce document. Le Québec est ainsi la première province à faire montre d'autant de transparence.

En mars dernier, je me suis également engagé à faire le point, durant l'automne, sur la situation économique et financière du Québec. Ce document fait donc état de l'évolution de l'économie québécoise et de celle des finances publiques pour 2006-2007. Il nous permet aussi de faire état des progrès réalisés.

Depuis 2003, nous avons géré les finances publiques avec une grande rigueur. Nous avons limité la croissance des dépenses publiques à 3,9 % par année, soit la deuxième croissance la plus faible au Canada. Et nous avons fait ces efforts tout en réinvestissant dans les priorités des citoyens que sont la santé, l'éducation, les infrastructures, les régions et la famille. Nous avons créé le Fonds des générations pour que le Québec, enfin, s'attaque à son endettement. Nous avons modernisé l'État et réduit le fardeau fiscal des Québécois.

Tous ces efforts ont été reconnus. En juin dernier, les agences de crédit Moody's de New York et DBRS de Toronto ont augmenté la cote de crédit du Québec, la ramenant au niveau où elle était dans la deuxième moitié des années 1980.

Néanmoins, face à une situation économique internationale toujours incertaine, le Québec doit rester vigilant, et le gouvernement doit poursuivre son action afin de favoriser la prospérité tout en maintenant une gestion rigoureuse des deniers publics.

Michel Audet

Sommaire

Le point sur la situation économique et financière du Québec présente le cadre financier révisé pour l'année 2006-2007 et les nouvelles perspectives économiques. Il permet également de dresser un bilan de la gestion des finances publiques québécoises.

Finances publiques : maintien d'une gestion rigoureuse

Les objectifs du gouvernement en matière de finances publiques sont respectés. Le maintien d'une gestion rigoureuse et de l'équilibre budgétaire reste la priorité du gouvernement du Québec.

L'équilibre budgétaire atteint en 2005-2006

Dans le *Budget 2006-2007*, les résultats préliminaires pour l'année 2005-2006 laissaient entrevoir que l'équilibre budgétaire serait atteint. Les états financiers déposés aujourd'hui le confirment. En effet, les résultats finaux pour l'année 2005-2006 montrent un léger surplus de 37 millions de dollars.

Les revenus budgétaires sont revisés à la hausse en raison, notamment, de la vigueur, en fin d'année, des encaissements aux impôts des sociétés.

Toutefois, des dépenses additionnelles de 315 millions de dollars ont été comptabilisées en raison, en particulier, d'une nouvelle évaluation du passif actuariel des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic. Le gouvernement a également révisé certaines provisions de nature comptable afin d'améliorer la qualité de l'information financière et, dans certains cas, de respecter les exigences du Vérificateur général. Ces provisions ont trait aux créances douteuses de Revenu Québec et aux pertes sur interventions financières garanties dans le cas d'Investissement Québec. De plus, le gouvernement a tenu compte de l'impact additionnel des ententes sur l'équité salariale de juin 2006 avec ses employés.

2006-2007 : l'équilibre budgétaire maintenu

La mise à jour du cadre financier montre que l'équilibre budgétaire est maintenu en 2006-2007, un surplus de 21 millions de dollars étant actuellement prévu.

Les revenus du gouvernement sont révisés à la hausse de 462 millions de dollars en raison, notamment, des bénéfices additionnels provenant de la vente par Hydro-Québec de sa participation dans Transelec Chile, de revenus additionnels aux transferts fédéraux découlant des mesures annoncées dans le budget fédéral de mai 2006, ainsi que des rentrées fiscales supérieures à celles prévues jusqu'à maintenant qui confirment la bonne tenue de l'économie.

PRINCIPALES RÉVISIONS AU CADRE FINANCIER DU GOUVERNEMENT EN 2006-2007 DEPUIS LE *DISCOURS SUR LE BUDGET 2006-2007*
(en millions de dollars)

		2006-2007[P]
SOLDE BUDGÉTAIRE PRÉSENTÉ AU *BUDGET 2006-2007*		**0**
RÉVISIONS AUX REVENUS BUDGÉTAIRES		
– Révisions aux revenus autonomes, excluant les entreprises du gouvernement		130
– Vente de participations d'Hydro-Québec dans des sociétés	869	
– Versement au Fonds des générations	– 500	
		369
– Entreprises du gouvernement, excluant Hydro-Québec		– 154
– Transferts fédéraux : impact du budget fédéral de mai 2006		117
– **Total**		**462**
RÉVISIONS AUX DÉPENSES BUDGÉTAIRES		
Dépenses de programmes		
– Nouvelle évaluation actuarielle des régimes de retraite		– 60
– Relèvement de la provision pour créances douteuses à Revenu Québec		– 193
– Relèvement de la provision pour pertes sur interventions financières garanties à Investissement Québec		– 48
– Équité salariale		
• Impact additionnel des ententes de juin 2006	– 76	
• Autofinancement des ententes de juin 2006	76	
		0
– **Sous-total**		**– 301**
Service de la dette		**0**
Total		**– 301**
RÉVISIONS AUX ORGANISMES CONSOLIDÉS		**– 140**
SOLDE BUDGÉTAIRE RÉVISÉ AUX FINS DE LA *LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE*		**21**

P : Prévisions.

Les dépenses sont, pour leur part, en hausse de 301 millions de dollars en raison de la récurrence des révisions aux dépenses à l'égard des régimes de retraite et aux provisions pour les pertes sur interventions financières garanties, ainsi que des créances douteuses à Revenu Québec qui ont été inscrites au moment de la fermeture des états financiers de 2005-2006.

❒ Poursuite d'une gestion rigoureuse des dépenses

Le cadre financier repose sur une croissance des dépenses de programmes de 3,9 % en 2006-2007, c'est-à-dire la progression prévue dans le budget de mars dernier.

À l'exception des ajustements aux dépenses évoqués précédemment, aucun autre relèvement n'est consenti. Ainsi, les diverses pressions sur les dépenses seront financées à l'intérieur de la croissance des dépenses prévue.

— Rappelons qu'avec les ententes sur l'équité salariale conclues en juin dernier, le gouvernement accorde globalement une hausse additionnelle de rémunération de 1 milliard de dollars d'ici 2009-2010 à quelque 360 000 personnes, par rapport à ce qui était prévu dans le cadre financier du budget de mars dernier.

— De plus, en réponse aux difficultés importantes que connaît actuellement l'industrie forestière, le gouvernement mettra en oeuvre des mesures afin de venir en aide aux travailleurs, aux communautés et aux entreprises affectés.

Le gouvernement poursuit donc dans la voie de la rigueur en matière de gestion des dépenses.

❒ Mise de fonds additionnelle de 500 millions de dollars dans le Fonds des générations

En outre, le gouvernement effectuera, en vertu des dispositions de la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations*, une mise de fonds additionnelle de 500 millions de dollars dans le Fonds des générations à même le gain découlant de la vente par Hydro-Québec de sa participation dans Transelec Chile.

Compte tenu des rendements qu'elle générera, cette mise de fonds permettra une réduction additionnelle de la dette de 2 milliards de dollars d'ici le 31 mars 2026. Par cette décision, le solde du Fonds des générations sera de près de 600 millions de dollars au 31 mars 2007, ce qui confirme l'engagement du gouvernement à réduire le fardeau de la dette au bénéfice des générations futures.

2007-2008 : poursuivre dans la voie de la rigueur budgétaire et maintenir l'équilibre budgétaire

Pour 2007-2008, le gouvernement entend maintenir l'équilibre budgétaire conformément aux orientations poursuivies depuis 2003-2004.

Ainsi, le gouvernement gardera le cap sur une gestion serrée des dépenses tout en continuant d'investir dans les grandes priorités du Québec, particulièrement la santé, l'éducation, les infrastructures, la famille et la réduction du fardeau fiscal.

Le prochain budget fera le point sur la situation financière pour 2007-2008 et 2008-2009.

L'économie du Québec : légère révision à la baisse de la croissance

Dans l'ensemble, à l'exception de certains secteurs comme celui du bois d'œuvre, l'économie du Québec se porte bien, et ce, malgré un contexte international difficile caractérisé par des prix élevés des produits pétroliers, un dollar fort, une concurrence accrue des pays émergents d'Asie et le ralentissement anticipé de l'économie américaine. En particulier, la demande des ménages et l'investissement des entreprises restent élevés, ce qui soutient l'emploi et les rentrées fiscales.

Une demande intérieure dynamique

En 2005, les ménages ont accru leurs achats de biens et services de 3,5 % en termes réels, la meilleure performance des six dernières années. Cette performance est notamment attribuable aux baisses d'impôts consenties par les gouvernements et à la bonne tenue de l'emploi.

Cette année et l'an prochain, la consommation réelle des ménages devrait même progresser davantage que ce qui avait été prévu dans le *Budget 2006-2007*. En outre, les ententes sur l'équité salariale bonifieront la situation financière de plusieurs milliers d'employés de l'État.

La situation difficile du secteur forestier ne doit pas masquer que, au Québec, le contexte est actuellement favorable à l'investissement : les profits sont en hausse et le taux d'utilisation des capacités de production est très élevé dans plusieurs secteurs industriels comme ceux des métaux de première transformation, des machines et des produits informatiques.

De plus, la vigueur du dollar canadien favorise l'achat de machines et matériel qui sont importés en grande partie des États-Unis. Ainsi, les entreprises devraient accroître leurs investissements de 7,1 % en 2006.

En outre, la création d'emplois, soutenue par une bonne progression de l'économie, devrait se maintenir à près de 50 000 emplois par an d'ici 2007. Dans ce contexte, le taux de chômage devrait se situer autour de 8 % en 2007.

Un environnement international contraignant

Après avoir reculé de 2001 à 2003, les exportations ont repris une tendance à la hausse en 2004. Toutefois, la vigueur du dollar canadien, la concurrence accrue de la Chine sur le marché américain et le ralentissement attendu de la croissance économique américaine l'an prochain en restreignent l'ampleur. Ainsi, la croissance des exportations devrait osciller entre 3 % et 4 % d'ici 2007, des taux inférieurs à ceux prévus dans le dernier budget.

Alors que le *Budget 2006-2007* tablait sur une croissance économique pour le Québec de 2,5 % en 2006 et de 2,4 % en 2007, l'évolution récente de la conjoncture montre que les prévisions devront être réduites à 2 % en 2006 et 2007.

Néanmoins, à 4,4 % en 2006 et 2007, la croissance du PIB nominal est révisée à la hausse par rapport au dernier budget. Ces révisions de la croissance nominale contribueront à soutenir les rentrées fiscales du gouvernement en dépit du ralentissement de la croissance réelle de l'économie.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES AU QUÉBEC
(variation en pourcentage)

	2005	2006	2007
Produit intérieur brut	3,9	4,4	4,4
Budget 2006-2007	*4,5*	*4,2*	*4,0*
Produit intérieur brut réel	2,2	2,0	2,0
Budget 2006-2007	*2,2*	*2,5*	*2,4*
Consommation	3,5	3,2	3,0
Budget 2006-2007	*3,7*	*2,7*	*2,3*
Mises en chantier (en milliers)	50,9	45,5	38,5
Budget 2006-2007	*50,9*	*42,9*	*38,1*
Exportations	2,5	2,7	3,9
Budget 2006-2007	*3,8*	*4,2*	*4,7*
Dollar canadien (¢US)	82,5	88,6	86,2
Budget 2006-2007	*82,5*	*85,1*	*81,6*
Prix du baril de pétrole brut ($US)	57	68	62
Budget 2006-2007	*57*	*62*	*62*

Table des matières

Introduction **3**

1. La mise à jour du cadre financier **5**

Résultats finaux de 2005-2006 : un surplus de 37 millions de dollars 6

Des revenus budgétaires plus élevés que prévu en fin d'année 7

Une révision à la hausse des dépenses 7

Réponse aux commentaires du Vérificateur général 9

Maintien de l'équilibre budgétaire en 2006-2007 11

Révisions aux revenus budgétaires en 2006-2007 13

Poursuite de la gestion rigoureuse des dépenses 15

Service de la dette du Fonds consolidé du revenu 17

Versement additionnel de 500 millions de dollars dans le Fonds des générations 17

Maintien de l'équilibre budgétaire en 2007-2008 19

Déséquilibre fiscal 19

Résultats et prévisions détaillés pour 2005-2006 et 2006-2007 20

2. Les perspectives économiques **23**

Le contexte économique international 23

La croissance économique ralentira l'an prochain 23

Ralentissement à venir de la demande américaine 25

L'économie canadienne 28

Une bonne croissance économique mais inégalement répartie 28

Hausse des taux d'intérêt au Canada 29

Un léger recul du dollar canadien est attendu l'an prochain 30

Le contexte économique québécois 31

L'économie du Québec résiste aux pressions extérieures 31

Une croissance soutenue des dépenses des ménages 32

Des niveaux de mises en chantier élevés malgré un nouveau recul 33

L'investissement des entreprises reste dynamique 34

Le secteur extérieur freine la croissance économique 35
Une bonne performance du marché du travail 36
Bonne progression du PIB nominal 37
Comparaison avec les prévisions du secteur privé 38

3. Finances publiques : des progrès concrets 41
La rigueur budgétaire 41
Une gestion rigoureuse des dépenses publiques 41
La modernisation de l'État 43
Une réduction durable du poids de la dette 43
Investir dans les priorités des Québécois 44
La santé 44
L'éducation 44
Les infrastructures 45
La famille, le logement et la lutte contre la pauvreté 46
Des investissements pour soutenir la croissance économique 49
Des progrès qui ont été reconnus par les agences de crédit 51
Poursuivre la gestion rigoureuse des finances publiques 51

Introduction

Le gouvernement du Québec s'est engagé en 2003 à informer les Québécois le plus précisément et le plus clairement possible de l'état des finances publiques.

En mars dernier, le *Discours sur le budget 2006-2007* a annoncé la publication de rapports mensuels des opérations financières ainsi que la publication, durant l'automne, d'une mise à jour économique et financière pour l'année 2006-2007, et d'une mise à jour des dépenses fiscales.

Le point sur la situation économique et financière du Québec a donc aujourd'hui pour but de faire état :

— des révisions au cadre financier depuis le printemps dernier;

— des révisions au scénario économique depuis le dernier budget;

— des progrès réalisés dans l'atteinte des grands objectifs gouvernementaux en matière de finances publiques.

Par ailleurs, le gouvernement dépose aujourd'hui, devant l'Assemblée nationale, les *Comptes publics 2005-2006* et rend également publique une mise à jour des dépenses fiscales.

1. La mise à jour du cadre financier

Le *Budget 2006-2007* déposé en mars dernier prévoyait l'équilibre budgétaire pour les années financières 2005-2006 à 2007-2008.

L'atteinte de l'équilibre budgétaire reposait sur une gestion rigoureuse des dépenses. En effet, il était prévu que la croissance des dépenses serait limitée à 3,9 % en 2006-2007, une progression inférieure à celle du PIB nominal.

Le budget marquait également un effort sans précédent de réduction du fardeau de la dette avec la création du Fonds des générations. Ce fonds, qui est notamment alimenté par les revenus tirés des redevances hydrauliques, permettra de réduire le poids de la dette à 25 % du PIB en 2025.

Depuis le printemps dernier, plusieurs développements ont eu des impacts sur le cadre financier du gouvernement, notamment :

— l'évolution de la conjoncture économique (décrite plus loin dans ce document);

— les résultats de l'année financière 2005-2006;

— les mesures du budget fédéral de mai 2006;

— la vente par Hydro-Québec de sa participation dans Transelec Chile;

— les ententes sur l'équité salariale avec les employés de l'État.

Même si ces développements ont des impacts significatifs sur le cadre financier du gouvernement, ils ne remettent pas en cause l'atteinte de l'équilibre budgétaire.

En effet, le gouvernement a poursuivi, et poursuivra son action dans la voie d'une gestion rigoureuse des dépenses, alors que l'objectif de croissance des dépenses pour 2006-2007 annoncé dans le dernier budget est intégralement maintenu.

Résultats finaux de 2005-2006 : un surplus de 37 millions de dollars

Les *Comptes publics 2005-2006*, déposés aujourd'hui à l'Assemblée nationale, confirment que l'équilibre budgétaire a été atteint en 2005-2006. En fait, les résultats finaux montrent un léger surplus de 37 millions de dollars.

TABLEAU 1

RÉVISIONS AU CADRE FINANCIER DU GOUVERNEMENT EN 2005-2006 DEPUIS LE *DISCOURS SUR LE BUDGET 2006-2007*
(en millions de dollars)

	2005-2006
SOLDE BUDGÉTAIRE 2005-2006 PRÉSENTÉ AU *BUDGET 2006-2007*	**0**
RÉVISIONS AUX REVENUS BUDGÉTAIRES	
Revenus autonomes	
– Impôts des sociétés	402
– Taxes à la consommation	– 210
– Autres	75
– **Sous-total**	**267**
Transferts fédéraux	– 3
Total	**264**
RÉVISIONS AUX DÉPENSES BUDGÉTAIRES	
Dépenses de programmes	
– Nouvelle évaluation actuarielle des régimes de retraite	– 60
– Relèvement de la provision pour créances douteuses à Revenu Québec	– 122
– Relèvement de la provision pour pertes sur interventions financières garanties à Investissement Québec	– 68
– Impact additionnel des ententes sur l'équité salariale de juin 2006	– 108
– Autres	68
– **Sous-total**	**– 290**
Service de la dette	
– Nouvelle évaluation actuarielle des régimes de retraite	– 93
– Autres	68
– **Sous-total**	**– 25**
Total	**– 315**
RÉVISIONS AUX ORGANISMES CONSOLIDÉS	**88**
SOLDE BUDGÉTAIRE 2005-2006 PRÉSENTÉ AUX COMPTES PUBLICS	**37**

Des revenus budgétaires plus élevés que prévu en fin d'année

Par rapport à la prévision du budget de mars 2006, les revenus budgétaires sont révisés à la hausse de 264 millions de dollars. Ces révisions sont attribuables, notamment, à des revenus plus élevés au titre des impôts des sociétés, reflétant la vigueur des profits des entreprises au cours des dernières années.

En contrepartie, les rentrées fiscales afférentes aux taxes à la consommation ont été moins importantes que prévu lors du dernier budget en raison, notamment, de la baisse des ventes des produits du tabac et de l'effet des prix plus élevés sur les ventes de carburant.

Quant aux autres révisions, elles reflètent en partie l'amélioration des revenus des redevances minières.

Une révision à la hausse des dépenses

Les états financiers montrent également des dépenses en hausse de 315 millions de dollars depuis le budget de mars dernier. Ces révisions reflètent l'impact de la nouvelle évaluation actuarielle du passif à l'égard des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic, ainsi que certains ajustements comptables qui permettent au gouvernement d'améliorer la qualité de l'information budgétaire et, dans certains cas, de se conformer aux exigences du Vérificateur général.

❒ Nouvelle évaluation actuarielle du passif à l'égard des régimes de retraite

Une nouvelle évaluation actuarielle du passif relatif aux huit plus importants régimes de retraite, dont le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (le RREGOP) et le Régime de retraite du personnel d'encadrement (le RRPE), a été réalisée. À la suite de cette évaluation, la dépense afférente aux régimes de retraite des secteurs public et parapublic est révisée à la hausse de 153 millions de dollars en 2005-2006.

Les dépenses de programmes relatives aux régimes de retraite sont révisées à la hausse de 60 millions de dollars en raison de l'augmentation de la valeur du passif actuariel. La nouvelle évaluation actuarielle entraîne également une hausse du service de la dette de 93 millions de dollars en raison, principalement, de la révision à la hausse du taux d'intérêt appliqué à l'obligation actuarielle[1].

[1] Le taux d'intérêt appliqué à l'obligation actuarielle correspond au taux d'actualisation utilisé dans l'évaluation actuarielle pour calculer la valeur présente des prestations à la charge du gouvernement qui seront versées dans le futur.

TABLEAU 2

IMPACT SUR LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DE LA NOUVELLE ÉVALUATION ACTUARIELLE DES RÉGIMES DE RETRAITE
(en millions de dollars)

	2005-2006
Dépenses de programmes	– 60
Service de la dette	– 93
TOTAL	**– 153**

❒ Révisions aux dépenses pour accroître la qualité de l'information budgétaire

Le gouvernement a récemment accentué ses efforts de lutte contre l'évasion fiscale, notamment, en intensifiant les activités de contrôles fiscaux de Revenu Québec. Ces activités ont permis d'accroître les cotisations émises et, ainsi, les revenus du gouvernement. En contrepartie, la dépense pour créances douteuses a été relevée de 122 millions de dollars afin de refléter les risques inhérents au recouvrement de ces créances.

De plus, la provision pour pertes sur les interventions financières garanties du gouvernement a été révisée à la hausse de 68 millions de dollars depuis le budget de mars dernier afin de mieux refléter le risque encouru par le gouvernement. Cette provision fait maintenant l'objet d'une révision annuelle qui tient compte de l'expérience passée et des informations disponibles relatives au portefeuille d'interventions financières d'Investissement Québec.

❒ Ententes sur l'équité salariale

Par ailleurs, une somme additionnelle de 108 millions de dollars a été inscrite aux états financiers de 2005-2006 à l'égard de la période 2001-2002 à 2005-2006 afin de refléter les ententes sur l'équité salariale de juin 2006 convenues avec les employés de l'État.

Réponse aux commentaires du Vérificateur général

Depuis son entrée en fonction, le gouvernement a agi afin d'améliorer la qualité de l'information financière divulguée dans ses états financiers et ainsi donner suite à certaines restrictions et certains commentaires du Vérificateur général formulés antérieurement dans son rapport accompagnant les états financiers du gouvernement.

En effet, le gouvernement du Québec a, notamment :

— modifié sa méthode de comptabilisation des revenus de transferts du gouvernement fédéral en adoptant la comptabilité d'exercice plutôt que la comptabilité de caisse;

— adopté des modifications afin de mieux pourvoir la provision pour pertes sur interventions financières garanties.

Le gouvernement a comme objectif de présenter à la population l'information financière la plus précise possible. D'autres modifications pourront être apportées dans l'avenir si celles-ci s'avèrent pertinentes et nécessaires.

Par ailleurs, dans son opinion accompagnant la publication des *Comptes publics 2005-2006*, le Vérificateur général a émis deux restrictions. En effet, le Vérificateur général est d'avis que :

— le périmètre comptable du gouvernement du Québec est incomplet puisqu'il n'inclut pas les données financières des entités des réseaux de la santé et de l'éducation;

— certaines conventions comptables utilisées pour la préparation des états financiers consolidés du gouvernement diffèrent des principes comptables généralement reconnus (PCGR) élaborés par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

Le gouvernement diverge d'opinion sur ces deux restrictions.

— En ce qui concerne le périmètre comptable, il est important de noter que la question de l'inclusion des réseaux de la santé et de l'éducation dans le périmètre comptable du gouvernement soulève des enjeux complexes. En effet, afin de déterminer si les résultats de ces réseaux devraient être intégrés à ceux du gouvernement, plusieurs critères doivent être analysés, notamment, celui du degré d'autonomie à l'égard de la gestion des opérations.

  Dans le cas de ces réseaux, le gouvernement estime qu'il n'a pas à les inclure dans son périmètre comptable puisqu'il n'a pas le pouvoir de nommer une majorité des membres des conseils d'administration et des directeurs généraux de ces entités, et qu'en conséquence, celles-ci disposent d'une autonomie complète dans la gestion de leurs ressources financières. Toutefois, il est important de noter que le

gouvernement présente en annexe aux états financiers l'information sur leur situation financière depuis l'exercice 2003-2004.

— En ce qui concerne les conventions comptables, les gouvernements peuvent adopter leurs propres conventions comptables pour la préparation de leurs états financiers. Le gouvernement est néanmoins toujours disposé à analyser les normes recommandées par l'ICCA. Ainsi, lors de la réforme comptable de 1997-1998 et, cette année, avec la comptabilisation des transferts du gouvernement du Canada, le gouvernement s'est inspiré des normes recommandées par l'ICCA pour établir ses nouvelles conventions comptables.

Le Vérificateur général du Québec a en outre soulevé divers enjeux relativement à la *Loi sur l'équilibre budgétaire*. Le ministère des Finances est sensible aux préoccupations du Vérificateur général et s'assurera de dissiper toute ambiguïté quant à la portée de cette loi, sans toutefois réduire la rigueur qu'elle impose en matière de gestion des finances publiques.

TABLEAU 3

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS

RESTRICTIONS ET COMMENTAIRES À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS	OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	ACTIONS PRISES OU COMMENTAIRES DU GOUVERNEMENT
Améliorations apportées		
1) Le gouvernement n'a pas réévalué ses obligations actuarielles et son passif relatif aux régimes de retraite.	Restriction en 2004-2005.	Le gouvernement a produit de nouvelles évaluations actuarielles.
2) Le gouvernement n'utilise pas une méthode appropriée pour calculer les provisions pour pertes sur les interventions financières garanties.	Restriction depuis 1998-1999.	Le gouvernement a amélioré sa méthode de calcul.
3) Le gouvernement ne comptabilise pas adéquatement les dettes découlant des revenus de transferts du gouvernement fédéral.	Commentaires depuis 2003-2004.	Tel que recommandé, le gouvernement applique maintenant la comptabilité d'exercice pour ces revenus.
Divergences d'opinion		
4) Le gouvernement n'inclut pas dans son périmètre comptable les entités des réseaux de l'éducation et de la santé.	Restriction en 1998-1999 et depuis 2001-2002.	Le gouvernement présente en annexe aux états financiers l'information sur les réseaux depuis 2003-2004. Ces réseaux disposent d'une autonomie complète à l'égard de la gestion de leurs ressources financières.
5) Le gouvernement n'a pas adopté le cadre normatif de l'ICCA pour déterminer ses conventions comptables.	Commentaires en 2003-2004 et 2004-2005 et restriction en 2005-2006.	Comme par le passé, le gouvernement continue d'utiliser sa capacité à définir ses propres conventions comptables.

Maintien de l'équilibre budgétaire en 2006-2007

La mise à jour du cadre financier montre que l'équilibre budgétaire est maintenu en 2006-2007, un surplus de 21 millions de dollars étant actuellement prévu.

Les revenus du gouvernement sont révisés à la hausse de 462 millions de dollars en raison, notamment, des bénéfices additionnels provenant de la vente par Hydro-Québec de sa participation dans Transelec Chile, de revenus additionnels aux transferts fédéraux découlant des mesures annoncées dans le budget fédéral de mai 2006, ainsi que de rentrées fiscales légèrement plus élevées en dépit de la révision à la baisse de la croissance économique.

Les dépenses sont, pour leur part, en hausse de 301 millions de dollars en raison de la récurrence des révisions aux dépenses à l'égard des régimes de retraite et aux provisions pour les pertes sur interventions financières garanties, ainsi que des créances douteuses à Revenu Québec qui ont été inscrites au moment de la fermeture des états financiers de 2005-2006.

À l'exception des ajustements aux dépenses évoqués précédemment, aucun autre relèvement n'est consenti.

— En conséquence, le coût additionnel découlant des ententes sur l'équité salariale de juin dernier et les pressions sur les dépenses seront financés à l'intérieur de la croissance des dépenses prévue.

— Rappelons qu'avec les ententes sur l'équité salariale conclues en juin dernier, le gouvernement accorde globalement une hausse additionnelle de rémunération de 1 milliard de dollars d'ici 2009-2010 à quelque 360 000 personnes, par rapport à ce qui était prévu dans le cadre financier du budget de mars dernier.

Ainsi, le cadre financier pour 2006-2007 repose sur une croissance des dépenses de programmes de 3,9 %, c'est-à-dire la progression prévue lors du budget de mars dernier. Le gouvernement poursuit donc dans la voie de la rigueur en matière de gestion des dépenses.

Enfin, le gouvernement effectuera une mise de fonds additionnelle de 500 millions de dollars dans le Fonds des générations à même le gain découlant de la vente par Hydro-Québec de sa participation dans Transelec Chile. Compte tenu des rendements qu'elle générera, cette mise de fonds permettra une réduction additionnelle de la dette de 2 milliards de dollars d'ici le 31 mars 2026. Par cette décision, le solde du fonds sera de près de 600 millions de dollars au 31 mars 2007, ce qui confirme l'engagement du gouvernement à réduire le fardeau de la dette au bénéfice des générations futures.

TABLEAU 4

PRINCIPALES RÉVISIONS AU CADRE FINANCIER DU GOUVERNEMENT EN 2006-2007 DEPUIS LE *DISCOURS SUR LE BUDGET 2006-2007*
(en millions de dollars)

		2006-2007[P]
SOLDE BUDGÉTAIRE PRÉSENTÉ AU *BUDGET 2006-2007*		**0**
RÉVISIONS AUX REVENUS BUDGÉTAIRES		
– Révisions aux revenus autonomes, excluant les entreprises du gouvernement		130
– Vente de participations d'Hydro-Québec dans des sociétés	869	
– Versement au Fonds des générations	– 500	
		369
– Entreprises du gouvernement, excluant Hydro-Québec		– 154
– Transferts fédéraux : impact du budget fédéral de mai 2006		117
– **Total**		**462**
RÉVISIONS AUX DÉPENSES BUDGÉTAIRES		
Dépenses de programmes		
– Nouvelle évaluation actuarielle des régimes de retraite		– 60
– Relèvement de la provision pour créances douteuses à Revenu Québec		– 193
– Relèvement de la provision pour pertes sur interventions financières garanties à Investissement Québec		– 48
– Équité salariale		
▪ Impact additionnel des ententes de juin 2006	– 76	
▪ Autofinancement des ententes de juin 2006	76	
		0
– **Sous-total**		**– 301**
Service de la dette		**0**
Total		**– 301**
RÉVISIONS AUX ORGANISMES CONSOLIDÉS		**– 140**
SOLDE BUDGÉTAIRE RÉVISÉ AUX FINS DE LA *LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE*		**21**

P : Prévisions.

Révisions aux revenus budgétaires en 2006-2007

❒ Revenus autonomes excluant les entreprises du gouvernement

L'évolution de la conjoncture économique présentée à la section 2 de ce document montre que les prévisions de croissance économique au Québec en 2006 et en 2007 sont légèrement révisées à la baisse. Toutefois, ces révisions sont imputables, essentiellement, à la faiblesse des exportations, les principales composantes de la demande intérieure restant dynamiques. Cela se reflète par des révisions à la hausse des salaires et traitements, de la consommation et des profits des entreprises.

Ainsi, les révisions aux assiettes taxables et la récurrence des révisions apportées au moment de la fermeture des états financiers de 2005-2006 se traduisent par une révision à la hausse des revenus autonomes, excluant les entreprises du gouvernement, de 130 millions de dollars par rapport aux prévisions du budget de mars dernier.

TABLEAU 5

RÉVISIONS AUX REVENUS AUTONOMES EXCLUANT LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DEPUIS LE *BUDGET 2006-2007*
(en millions de dollars)

	2006-2007[P]
Impôts des sociétés	170
Impôt sur le revenu des particuliers	85
Ventes au détail	– 50
Tabac	– 75
TOTAL DES RÉVISIONS	**130**

P Prévisions.

En ce qui concerne les principales sources de revenus, ces révisions s'expliquent essentiellement par les éléments suivants :

— Les revenus provenant des impôts des sociétés sont augmentés de 170 millions de dollars. Cette révision traduit en partie la récurrence des revenus encaissés à la fin de l'année 2005-2006.

— La révision à la hausse des salaires amène à réviser positivement les revenus de l'impôt des particuliers de 85 millions de dollars. Cette révision traduit également l'impact des modifications au traitement fiscal des fiducies en vertu des nouvelles dispositions annoncées en juin dernier, ainsi que l'impact additionnel des ententes sur l'équité salariale de juin 2006.

— Malgré la hausse de la consommation, le retard constaté dans les rentrées fiscales depuis le début de l'année à la TVQ amène une

révision à la baisse de 50 millions de dollars. Cette révision résulte, notamment, de la croissance plus élevée des remboursements de taxes sur les intrants.

— Finalement, les revenus provenant de la taxe sur le tabac sont révisés à la baisse de 75 millions de dollars. Cette révision peut s'expliquer par l'impact de la mise en œuvre des nouvelles dispositions de la *Loi sur le tabac*, instaurées en mai dernier, sur les ventes de produits du tabac. Elle peut également refléter l'augmentation de la contrebande de ces produits.

❒ Revenus provenant des entreprises du gouvernement

Hydro-Québec a vendu des participations qu'elle détenait dans certaines sociétés totalisant 869 millions de dollars, dont la majeure partie provient de la vente de sa participation dans Transelec Chile pour un montant estimé à 855 millions de dollars[2]. Le gain découlant de cette transaction pourrait être révisé lorsque celle-ci sera finalisée.

Les bénéfices des entreprises du gouvernement, à l'exception d'Hydro-Québec, sont révisés à la baisse de 154 millions de dollars afin de refléter, notamment, la réduction des bénéfices de Loto-Québec due à une diminution de l'utilisation des appareils de loterie vidéo.

❒ Impact du budget fédéral 2006 sur les transferts fédéraux

Par rapport à la prévision du *Budget 2006-2007*, les revenus de transferts fédéraux du Québec sont révisés à la hausse de 117 millions de dollars. Cette révision découle de décisions annoncées par le nouveau gouvernement fédéral dans son budget du 2 mai 2006.

En premier lieu, en raison de l'utilisation des plus récentes données économiques et fiscales, les droits de péréquation du Québec ont été revus à la hausse de 185 millions de dollars.

En deuxième lieu, les changements apportés par le gouvernement fédéral à l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers ont comme conséquence de réduire de près de 70 millions de dollars les revenus de transferts fédéraux du Québec en 2006-2007. En effet, les modifications apportées à l'impôt fédéral augmentent la valeur de l'abattement spécial du Québec (16,5 %) qui est, pour une partie, soustrait des transferts financiers pour la santé, l'éducation postsecondaire et les autres programmes sociaux et, pour l'autre partie, remboursé au gouvernement fédéral au titre de l'ancien programme des allocations aux jeunes.

Enfin, le gouvernement fédéral a également annoncé la mise en place de quatre fiducies ponctuelles visant l'infrastructure en matière d'éducation postsecondaire, l'infrastructure du transport en commun, le logement abordable et le logement des autochtones hors réserve. La part du Québec

2 Le *Rapport mensuel des opérations financières* au 30 juin 2006 présentait un gain estimé à 806 millions de dollars

dans ces fiducies s'élève à 577 millions de dollars et devra être utilisée d'ici au 31 mars 2009.

Poursuite de la gestion rigoureuse des dépenses

Le cadre financier repose sur une croissance des dépenses de programmes de 3,9 % en 2006-2007, soit la progression prévue dans le budget de mars dernier.

À l'exception des hausses de dépenses effectuées au moment de la fermeture des états financiers 2005-2006, aucun autre relèvement n'est consenti. Le gouvernement poursuit donc dans la voie de la rigueur en matière de gestion des dépenses.

TABLEAU 6

OBJECTIF DE CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES DU *DISCOURS SUR LE BUDGET 2006-2007*
(en millions de dollars)

	2005-2006	2006-2007[P]
OBJECTIF DE DÉPENSES DE PROGRAMMES PRÉSENTÉ AU *BUDGET 2006-2007*	**48 940**	**50 873**
Croissance en %	*2,7*	*3,9*
Révisions		
- Nouvelle évaluation actuarielle des régimes de retraite	60	60
- Relèvement de la provision pour créances douteuses à Revenu Québec	122	193
- Relèvement de la provision pour pertes sur interventions financières garanties à Investissement Québec	68	48
- Équité salariale		
• Impact additionnel des ententes de juin 2006	108	76
• Autofinancement des ententes de juin 2006	—	- 76
- Autres	- 68	—
- **Total**	**290**	**301**
OBJECTIF DE DÉPENSES DE PROGRAMMES DE L'AUTOMNE 2006	**49 230**	**51 174**
Croissance en %	*3,3*	*3,9*

P : Prévisions

❒ Ententes sur l'équité salariale avec les employés de l'État

En juin dernier, le gouvernement du Québec a conclu des ententes avec ses employés dans le dossier de l'équité salariale. Globalement, quelque 360 000 personnes, principalement des femmes, bénéficieront de correctifs salariaux au titre de l'équité. Les sommes dues sont rétroactives au 21 novembre 2001 et produisent des intérêts.

Le cadre financier de mars dernier avait prévu une somme de 390 millions de dollars en 2005-2006 afin de pourvoir aux correctifs salariaux. Une somme de 457 millions de dollars était prévue par la suite. Un montant de 673 millions de dollars avait été comptabilisé aux états financiers 2004-2005 pour la période allant du 21 novembre 2001 au 31 mars 2005.

Les ententes intervenues entre le gouvernement et ses employés signifieront, à terme, un coût récurrent de 825 millions de dollars, soit 368 millions de dollars de plus que prévu dans le cadre financier du dernier budget. D'ici 2009-2010, c'est plus de 1 milliard de dollars de plus qui auront été versés aux employés de l'État.

TABLEAU 7

IMPACT DES ENTENTES SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE DE JUIN 2006 SUR LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT
(en millions de dollars)

	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10
Montants provisionnés au *Budget 2006-2007*	673 (1)	390	457	457	457	457
Ententes de juin 2006	707	464	533	630	744	825
Écart	**34**	**74**	**76**	**173**	**287**	**368**

Dépenses additionnelles comptabilisées en 2005-2006 : 108 M$

(1) Provision inscrite aux *Comptes publics 2004-2005* pour couvrir la période allant du 21 novembre 2001 au 31 mars 2005.

En raison de l'ampleur de ces ajustements, le gouvernement a consulté les syndicats au préalable afin de les informer de sa décision de faire une demande d'étalement sur sept ans, soit du 21 novembre 2001 au 21 novembre 2008, auprès de la Commission de l'équité salariale. Devant l'ampleur des montants visés, les principales organisations syndicales ont indiqué au gouvernement qu'elles respecteraient la décision de la Commission.

Actuellement, la Commission etudie la demande du gouvernement. L'étalement des correctifs d'équité salariale sur sept ans permettrait au gouvernement de respecter à la fois la *Loi sur l'équité salariale* et la *Loi sur l'équilibre budgétaire*.

En 2006-2007, les ententes survenues entre le gouvernement du Québec et ses employés se traduiront par une pression additionnelle sur les dépenses de 76 millions de dollars. Tel que précisé précédemment, ce coût additionnel sera financé à même la croissance prévue des dépenses, soit 3,9 %. Pour les années suivantes, le gouvernement dégagera les marges de manœuvre nécessaires au financement de ces nouvelles dépenses.

❒ **Répondre aux défis des travailleurs, des entreprises et des communautés du secteur forestier**

De plus, en réponse aux difficultés importantes que connaît actuellement l'industrie forestière, le gouvernement mettra en oeuvre des mesures afin de venir en aide aux travailleurs, aux communautés et aux entreprises affectés.

Service de la dette du Fonds consolidé du revenu

La prévision du service de la dette est maintenue au niveau prévu dans le *Budget 2006-2007*. L'effet des taux d'intérêt de court terme plus élevés que prévu au moment du dernier budget est compensé par l'impact de différents facteurs : nouvelle évaluation actuarielle des régimes de retraite, taux d'intérêt de moyen et long terme plus faibles et meilleure performance du dollar canadien par rapport au dollar américain et au yen.

Versement additionnel de 500 millions de dollars dans le Fonds des générations

Tel qu'indiqué précédemment, la vente par Hydro-Québec de ses participations dans certaines sociétés se traduit par un gain de 869 millions de dollars, dont 855 millions de dollars estimés pour la vente de sa participation dans Transelec Chile.

Compte tenu de l'importance d'accélérer la réduction du fardeau de la dette publique du Québec, le gouvernement a décidé de verser dans le Fonds des générations une somme additionnelle de 500 millions de dollars à même les revenus tirés par Hydro-Québec de cette vente. Cette décision est logique et responsable compte tenu :

— que ces revenus ne sont pas récurrents;

— qu'en vertu de la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations*, le gouvernement peut verser une partie du produit des ventes d'actifs dans ce fonds.

La décision d'investir une somme additionnelle de 500 millions de dollars dans le Fonds des générations aura un effet multiplicateur important puisque celle-ci sera investie par la Caisse de dépôt et placement du Québec et fructifiera selon un taux de rendement plus élevé que celui payé par le gouvernement sur ses emprunts. Par cette décision, le solde du Fonds des générations sera de près de 600 millions de dollars au 31 mars 2007, ce qui confirme l'engagement du gouvernement à réduire le fardeau de la dette au bénéfice des générations futures.

TABLEAU 8

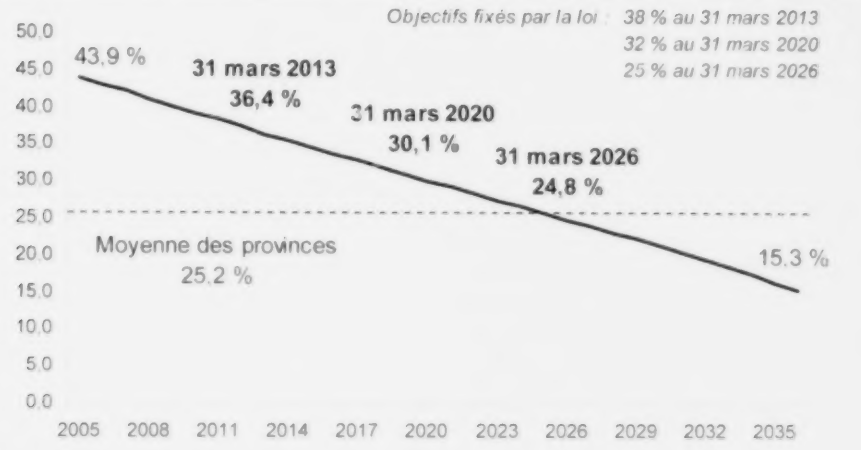
MISE DE FONDS ADDITIONNELLE DE 500 MILLIONS DE DOLLARS DANS LE FONDS DES GÉNÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Solde au 31 mars 2007
BUDGET 2006-2007	74
NOUVELLES MISES DE FONDS	
– Biens non réclamés gérés par le ministère du Revenu	5
– Versement additionnel de 500 millions de dollars	500
TOTAL	**579**

Ainsi, ce versement contribuera à l'atteinte des objectifs fixés dans la Loi. Au 31 mars 2026, on prévoit que la dette du Québec représentera 24,8 % du PIB, soit un ratio inférieur à la cible de 25 % du PIB prévu dans la Loi. En bref, compte tenu de cette nouvelle mise de fonds, ce sont plus de 32 milliards de dollars qui auront été accumulés dans le Fonds des générations au 31 mars 2026.

GRAPHIQUE 1

RÉDUCTION DU POIDS DE LA DETTE
(en pourcentage)



Source : Ministère des Finances du Québec.

Maintien de l'équilibre budgétaire en 2007-2008

Pour 2007-2008, le gouvernement entend maintenir l'équilibre budgétaire, conformément aux orientations poursuivies depuis 2003-2004.

Ainsi, le gouvernement gardera le cap sur une gestion serrée des dépenses tout en continuant à respecter son engagement d'investir dans les grandes priorités du Québec, notamment la santé, l'éducation, les infrastructures, la famille et la réduction du fardeau fiscal.

Le prochain budget fera le point sur la situation financière pour 2007-2008 et 2008-2009.

Déséquilibre fiscal

Par ailleurs, le gouvernement du Québec continue de participer activement aux travaux en vue de corriger le déséquilibre fiscal au Canada. Rappelons que dans le cadre de son budget du 2 mai 2006, le ministre fédéral des Finances a réitéré l'engagement du gouvernement fédéral de « rétablir l'équilibre fiscal » au Canada et annoncé que le gouvernement fédéral ira de l'avant avec des propositions financières dans son budget de 2007.

Depuis le printemps dernier, deux rapports fort importants pour les discussions concernant le règlement du déséquilibre fiscal ont été rendus publics : d'abord, celui du Comité consultatif du Conseil de la fédération sur le déséquilibre fiscal, ensuite, celui du Groupe d'experts du gouvernement fédéral sur la péréquation. Les ministres fédéral et provinciaux des Finances ont discuté des mesures à prendre pour régler le déséquilibre

fiscal lors de leur rencontre de juin dernier. Une autre rencontre est prévue d'ici la fin de l'automne.

Résultats et prévisions détaillés pour 2005-2006 et 2006-2007

Les tableaux suivants présentent de façon plus détaillée les principaux éléments qui composent le cadre financier révisé du gouvernement.

TABLEAU 9

CADRE FINANCIER DU GOUVERNEMENT – AUTOMNE 2006
(en millions de dollars)

	2005-2006[1]	2006-2007[P]	Variation en %
REVENUS BUDGÉTAIRES			
– Revenus autonomes excluant les entreprises du gouvernement	41 189	42 477	3,1
– Revenus des entreprises du gouvernement	4 554	4 973	9,2
– Total des revenus autonomes	45 743	47 450	3,7
– Transferts fédéraux	9 969	10 913	9,5
– **Total**	**55 712**	**58 363**	**4,8**
DÉPENSES BUDGÉTAIRES			
– Dépenses de programmes	– 49 230	– 51 174	3,9
– Service de la dette	– 6 874	– 7 205	4,8
– **Total**	**– 56 104**	**– 58 379**	**4,1**
RÉSULTATS NETS DES ORGANISMES CONSOLIDÉS	**429**	**37**	—
SOLDE BUDGÉTAIRE AUX FINS DE LA *LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE*	**37**	**21**	—
Résultats nets du Fonds des générations	—	**579**	—
SOLDE BUDGÉTAIRE CONSOLIDÉ	**37**	**600**	—
Surplus (besoins) non budgétaires consolidés	**– 246**	**– 1 972**	—
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS CONSOLIDÉS	**– 209**	**– 1 372**	—

N.B. Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

P Prévisions.

(1) Les résultats 2005-2006 diffèrent de ceux présentés dans les comptes publics car ils sont présentés selon la structure budgétaire 2006-2007.

TABLEAU 10

REVENUS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
(en millions de dollars)

	2005-2006	2006-2007[P]	Variation en %
REVENUS AUTONOMES			
Revenus autonomes excluant les entreprises du gouvernement			
– Impôts sur les revenus et les biens			
• Impôt sur le revenu des particuliers	16 449	17 394	5,7
• Cotisations au Fonds des services de santé	5 047	5 331	5,6
• Impôts des sociétés	4 787	4 519	– 5,6
– Taxes à la consommation	12 438	12 983	4,4
– Autres sources	2 468	2 250	– 8,8
– **Total**	**41 189**	**42 477**	**3,1**
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	**4 554**	**4 973**	**9,2**
Total	**45 743**	**47 450**	**3,7**
TRANSFERTS FÉDÉRAUX			
– Péréquation	4 798	5 539	15,4
– Transferts pour la santé	3 185	3 570	12,1
– Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 034	1 020	– 1,4
– Autres programmes	952	784	– 17,6
– **Total**	**9 969**	**10 913**	**9,5**
REVENUS BUDGÉTAIRES	**55 712**	**58 363**	**4,8**

P Prévisions

TABLEAU 11

DÉPENSES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
(en millions de dollars)

	2005-2006	2006-2007[P]	Variation en %
DÉPENSES DE PROGRAMMES			
– Santé et services sociaux	20 821	22 130	6,3
– Éducation et culture	12 845	13 520	5,3
– Économie et environnement	5 758	5 890	2,3
– Soutien aux personnes et aux familles	5 080	5 180	2,0
– Gouverne et justice	4 726	4 454	–5,8
– **Total**	**49 230**	**51 174**	**3,9**
SERVICE DE LA DETTE	**6 874**	**7 205**	**4,8**
DÉPENSES BUDGÉTAIRES	**56 104**	**58 379**	**4,1**

P Prévisions

2. Les perspectives économiques

Cette section présente la mise à jour des prévisions économiques retenues dans le *Budget 2006-2007*. Cette mise à jour est à la base du cadre financier décrit à la section précédente.

Dans l'ensemble, la croissance économique mondiale reste forte mais elle devrait se modérer l'an prochain. Toutefois, le Québec, qui exporte près de 40 % de son produit intérieur brut (PIB) vers l'étranger, principalement aux États-Unis, bénéficie peu de cet essor mondial.

Certains facteurs particuliers limitent en effet la progression des exportations québécoises, comme la forte remontée du dollar canadien, la présence de plus en plus grande de la Chine sur les marchés des entreprises québécoises et, pour 2007, le ralentissement attendu de la croissance économique américaine.

Néanmoins, malgré un contexte international difficile, l'économie québécoise se porte bien. En particulier, la demande des ménages et l'investissement des entreprises restent élevés, ce qui soutient l'emploi et les rentrées fiscales.

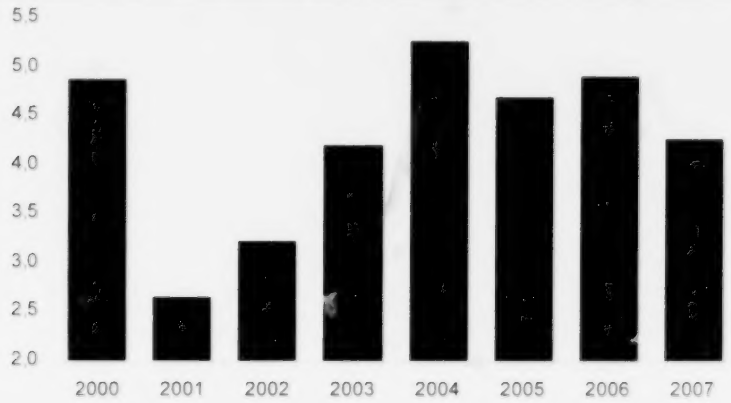
Le contexte économique international

La croissance économique ralentira l'an prochain

Après s'être élevée à 4,7 % en 2005, la croissance du PIB réel mondial devrait gagner en intensité et atteindre 4,9 % en 2006.

GRAPHIQUE 2

CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Fonds monétaire international, Global Insight et ministère des Finances du Québec.

La croissance économique a été particulièrement vigoureuse aux États-Unis et en Chine, cette dernière profitant d'un fort accroissement de ses exportations et de ses investissements. Par ailleurs, le Japon et l'Europe poursuivent la relance amorcée en 2005. Dans ces deux économies, le dynamisme des exportations s'est étendu à la demande intérieure. Cet essor de l'économie mondiale s'est produit en dépit de certains facteurs :

— le resserrement des politiques monétaires se traduisant par des hausses de taux d'intérêt, notamment au Canada et aux États-Unis. Ces hausses ont été justifiées par des pressions inflationnistes accrues qui résultaient d'un renchérissement des matières premières et d'une utilisation plus élevée des capacités de production;

— les incertitudes géopolitiques qui exerçaient et qui exercent encore des pressions sur les flux de commerce;

— les prix énergétiques élevés, en particulier ceux du pétrole.

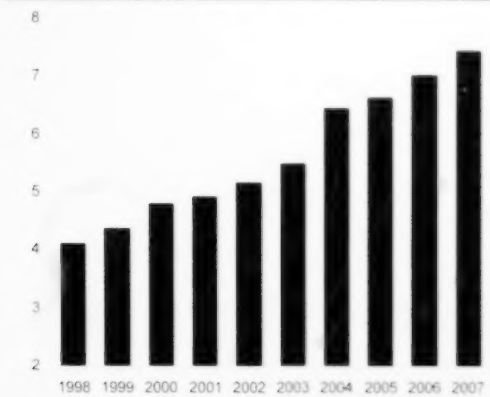
En perspective, la croissance économique mondiale devrait se modérer en 2007, à 4,3 %. Le ralentissement sera plus important aux États-Unis, au Japon et en Chine. Néanmoins, le rythme d'expansion de l'économie mondiale, en 2006 et 2007, sera plus élevé que prévu au moment de la publication du dernier budget, principalement en raison d'un ralentissement moins prononcé de la croissance économique des pays d'Asie.

❒ Les prix du pétrole brut resteront élevés

La croissance vigoureuse de l'économie mondiale a eu un impact à la hausse sur les cours pétroliers depuis 2003. Le prix du baril de pétrole brut WTI a augmenté de plus de 120 %, pour atteindre 67 $US en moyenne depuis le début de l'année.

GRAPHIQUE 3

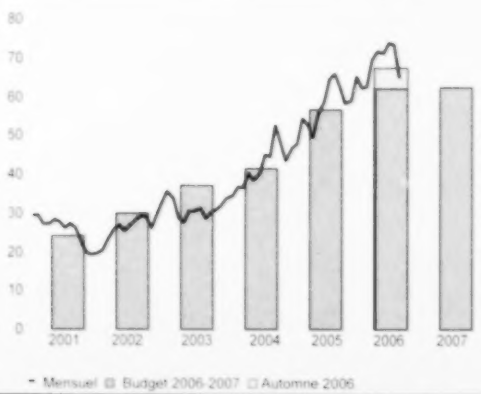
FORTE DEMANDE CHINOISE EN PÉTROLE
(en millions de barils par jour)



Source : Agence internationale de l'énergie

GRAPHIQUE 4

LE PRIX DU PÉTROLE RESTERA ÉLEVÉ
(West Texas Intermediate, en dollars américains)



Sources : Bloomberg et ministère des Finances du Québec.

L'industrialisation rapide de la Chine et l'explosion de son parc automobile, mais aussi la forte demande américaine, ont contribué à accroître la demande de pétrole. Pendant ce temps, les retards observés dans le développement de certains projets d'exploitation pétrolière ont modéré la progression de l'offre qui est restée insuffisante pour infléchir les prix.

En outre, certains facteurs particuliers ont accentué les pressions sur les prix au cours de la dernière année. Parmi ceux-ci, notons l'incertitude géopolitique causée par la crise nucléaire iranienne, le conflit israélo-libanais et la situation politique au Nigeria.

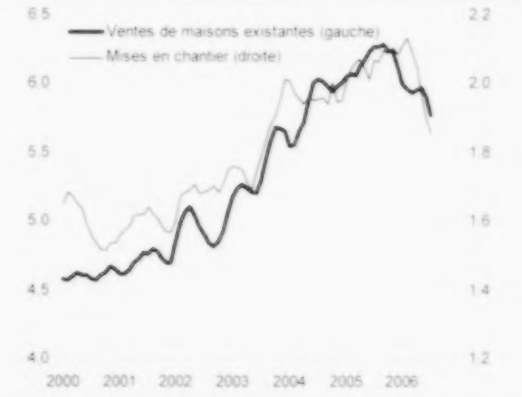
Somme toute, malgré leur recul récent, les prix du pétrole resteront élevés d'ici la fin de 2007 comparativement aux niveaux observés au début des années 2000, et oscilleront autour de 60 $US le baril. En 2006, les prix excéderont de 6 $US le baril l'hypothèse retenue lors du dernier budget, tandis que la prévision reste inchangée pour 2007. À noter que, compte tenu de la grande volatilité des prix du baril de pétrole, il n'existe pas de consensus parmi les experts sur les perspectives. En effet, les plus optimistes tablent sur un prix de 50 $US l'an prochain tandis que les plus pessimistes anticipent des cours pouvant atteindre 77 $US.

Ralentissement à venir de la demande américaine

Le PIB réel américain a progressé de 3,2 % l'an dernier, soutenu une fois de plus par le dynamisme du marché résidentiel qui a indirectement contribué à supporter les dépenses personnelles des ménages. En effet, la forte progression des mises en chantier a stimulé l'achat de biens durables, comme les électroménagers, tandis que le fort renchérissement des propriétés a accru les activités de refinancement hypothécaire et a permis aux ménages de retirer des liquidités importantes.

GRAPHIQUE 5

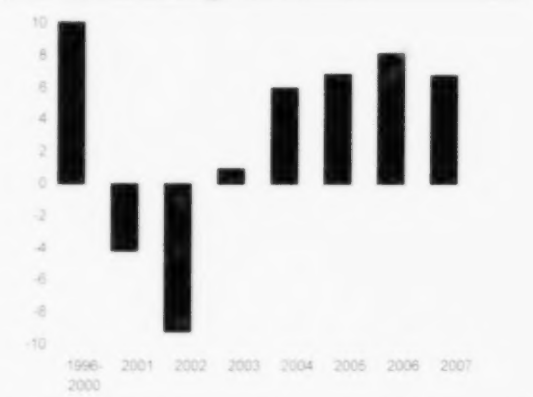
DIMINUTION DES MISES EN CHANTIER ET DES VENTES DE MAISONS EN 2006
(en volume, en millions d'unités)



Source : Freddie Mac.

GRAPHIQUE 6

CROISSANCE ROBUSTE EN 2006 DES INVESTISSEMENTS NON RÉSIDENTIELS
(en pourcentage, en termes réels)



Sources : Global Insight et ministère des Finances du Québec.

Toutefois, le secteur résidentiel ne devrait plus soutenir l'activité économique américaine dès cette année. Déjà, les ventes de maisons neuves et existantes diminuent, tout comme les mises en chantier de nouvelles unités. En outre, la valeur des propriétés a commencé à stagner. La croissance économique pourrait être réduite de 1 % l'an prochain sous l'impact combiné de la correction de l'investissement résidentiel et de la croissance plus modeste des dépenses des ménages qui en résultera.

Néanmoins, la solide progression des investissements non résidentiels contribuera à tempérer l'impact du ralentissement immobilier sur la croissance économique. En effet, la grande rentabilité des entreprises permettra à ces dernières d'accroître leurs investissements de plus de 8 % en 2006, un sommet depuis 2000, et de près de 7 % en 2007.

En particulier, l'investissement en équipements industriels et informatiques restera dynamique avec des hausses de 8 % en 2006 et de 6 % en 2007. De plus, la reconstruction des infrastructures civiles à La Nouvelle-Orléans et des infrastructures pétrolières dans le golfe du Mexique stimulera la construction non résidentielle.

❒ Les déficits commercial et budgétaire restent importants

L'économie américaine est par ailleurs fragilisée par la persistance d'importants déséquilibres.

En premier lieu, l'imposant déficit commercial américain s'accroîtra en 2006 et s'établira à 780 milliards de dollars américains, ou 5,9 % du PIB. Ce déficit restera alimenté par les importations de biens industriels et de consommation en provenance de la Chine. Toutefois, à partir de 2007, il se résorbera graduellement avec la modération de la demande intérieure qui réduira la hausse des importations.

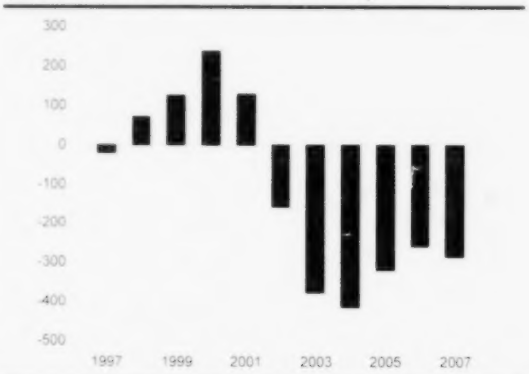
GRAPHIQUE 7

DÉFICIT COMMERCIAL AMÉRICAIN
(en milliards de dollars américains)

Sources : Global Insight et ministère des Finances du Québec.

GRAPHIQUE 8

DÉFICIT BUDGÉTAIRE AMÉRICAIN
(en milliards de dollars américains)



Source : Congressional Budget Office.

En deuxième lieu, le déficit budgétaire américain persistera durant les prochaines années. Il atteindra 286 milliards de dollars américains en 2007, ou 2,1 % du PIB.

❒ Un léger recul du taux des fonds fédéraux en vue

Voulant tempérer la croissance économique et éliminer les pressions inflationnistes, la Réserve fédérale américaine a majoré le taux des fonds fédéraux de 425 points de base depuis juin 2004, pour le porter actuellement à 5,25 %.

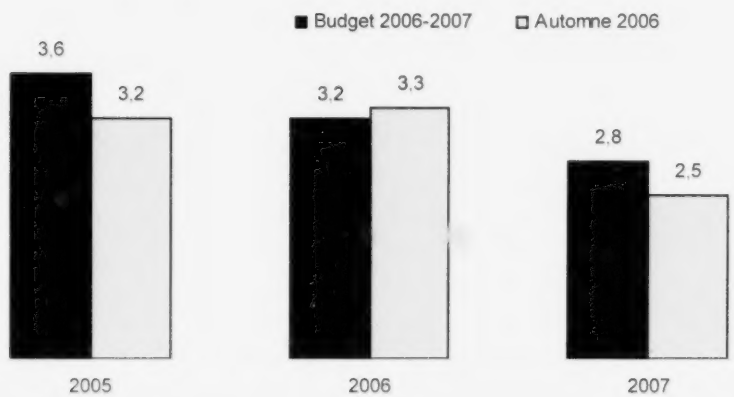
L'atténuation des pressions inflationnistes, mais surtout une croissance économique plus modérée en 2007, devrait inciter la Réserve fédérale à baisser son taux directeur de 50 points au cours du premier semestre de 2007, à 4,75 %.

❒ Un ralentissement plus prononcé de la croissance économique est attendu en 2007

En résumé, l'activité économique américaine devrait s'accroître de 3,3 % en 2006. Le ralentissement de la croissance économique, amorcé dans la seconde moitié de l'année 2006, se poursuivra en 2007, réduisant la progression du PIB réel à 2,5 %. Il s'agit d'une révision à la baisse de trois dixièmes par rapport au dernier budget, attribuable à une demande plus faible des ménages pour les biens de consommation et les propriétés.

GRAPHIQUE 9

CROISSANCE ÉCONOMIQUE AMÉRICAINE
(croissance du PIB réel en pourcentage)



Sources : Global Insight et ministère des Finances du Québec.

L'économie canadienne

Une bonne croissance économique mais inégalement répartie

Le PIB réel canadien s'est accru de 2,9 % l'an dernier, soutenu par une forte croissance de la demande intérieure, alors que la progression des exportations ralentissait sous l'effet combiné de certains développements défavorables. Parmi ceux-ci, on note l'appréciation de plus de 40 % du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain depuis 2002 et la présence accrue de la Chine sur les marchés des entreprises canadiennes.

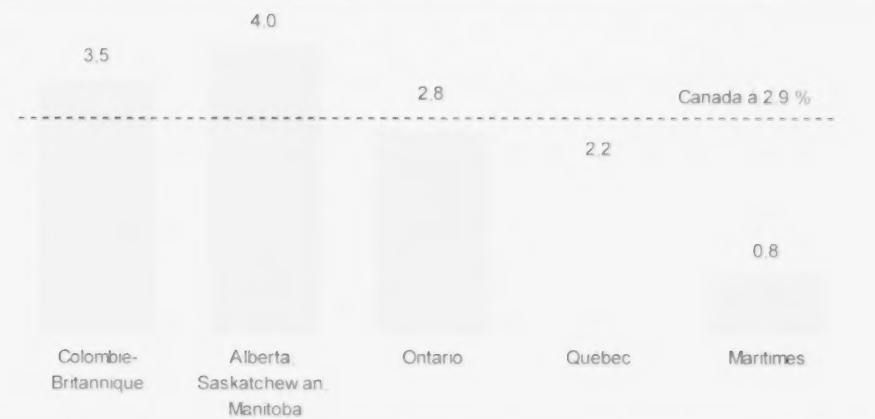
En particulier, les ménages bénéficient de gains d'emplois et de baisses d'impôts et de taxes des gouvernements. La croissance de leurs dépenses personnelles a atteint 3,9 % l'an dernier en termes réels. Elle atteindra 3,9 % en 2006 et 3 % en 2007.

En outre, l'utilisation élevée des capacités de production et la vigueur du dollar favorisent l'achat de machines et matériel, importés à plus des deux tiers par les entreprises. Ainsi, après avoir augmenté de 9,4 % en termes réels l'an dernier, les investissements totaux des entreprises s'accroîtront de 8,2 % en 2006 et de 4 % en 2007.

La forte croissance de l'économie canadienne dissimule toutefois d'importants écarts entre les provinces. Ainsi, alors que depuis trois ans l'industrie manufacturière, présente surtout dans le centre du Canada, a fait face à une concurrence accrue et à l'appréciation du dollar, dans l'ouest du pays, la hausse de la demande de produits énergétiques a favorisé la croissance économique.

GRAPHIQUE 10

CROISSANCE ÉCONOMIQUE INÉGALE ENTRE LES PROVINCES – 2005
(PIB réel, variation en pourcentage)



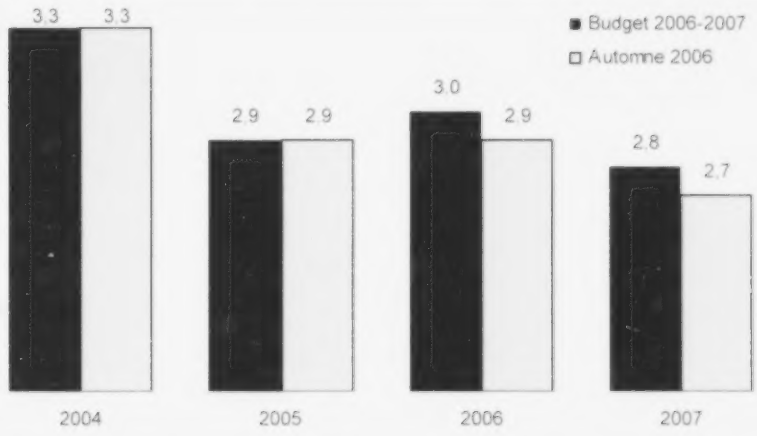
Source : Statistique Canada

En particulier, l'investissement des entreprises s'est accru en moyenne de 11 % en Alberta depuis trois ans, stimulé par les grands projets d'exploitation des ressources énergétiques.

Somme toute, la croissance économique canadienne devrait atteindre 2,9 % en 2006 et 2,7 % en 2007, des taux similaires à ceux prévus dans le *Budget 2006-2007*.

GRAPHIQUE 11

BONNE PROGRESSION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE CANADIENNE
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

Hausse des taux d'intérêt au Canada

Confrontée aux risques de recrudescence de l'inflation reliée à une utilisation très élevée des capacités de production, la Banque du Canada a rehaussé le taux de financement à un jour de 225 points de base depuis l'automne 2004, le portant à 4,25 % actuellement. À la fin de 2006, la Banque du Canada devrait abaisser son taux directeur de 25 points afin de contrer les effets du ralentissement économique attendu l'an prochain aux États-Unis.

TABLEAU 12

RÉVISIONS DES TAUX D'INTÉRÊT CANADIENS DEPUIS LE *BUDGET 2006-2007*
(taux en pourcentage)

	2005	2006	2007
Bons du Trésor, échéance à 3 mois	2,7	4,0	4,0
Budget 2006-2007	*2,7*	*3,7*	*4,0*
Obligations du Canada, échéance à 10 ans	4,1	4,3	4,5
Budget 2006-2007	*4,1*	*4,4*	*5,1*

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

Pour leur part, après être descendus à 4,1 % l'an dernier, les taux de long terme ont repris une tendance haussière en 2006. Les obligations du Canada d'échéance 10 ans devraient s'élever en moyenne à 4,3 % cette année et à 4,5 % l'an prochain. Il s'agit de taux légèrement plus faibles que ceux prévus dans le dernier budget. Cette révision est attribuable en partie à une demande accrue pour les titres de long terme, qui vient surtout des fonds de retraite et des banques asiatiques.

Un léger recul du dollar canadien est attendu l'an prochain

Par ailleurs, un léger recul du dollar canadien est attendu l'an prochain, ce qui soutiendra le secteur extérieur.

Ce repli du dollar proviendra :

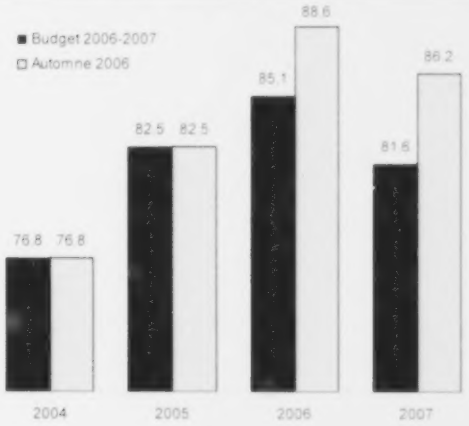
— de l'écart des taux d'intérêt canadiens et américains qui demeurera négatif en 2006 et 2007, alors que les taux d'intérêt de court terme canadiens resteront inférieurs aux taux d'intérêt de court terme américains;

— du léger repli des prix des matières premières, notamment ceux du pétrole et des métaux.

Le dollar canadien devrait ainsi s'établir à plus de 86 ¢US en moyenne en 2007, soit 4,6 ¢US de plus que prévu dans le dernier budget.

GRAPHIQUE 12

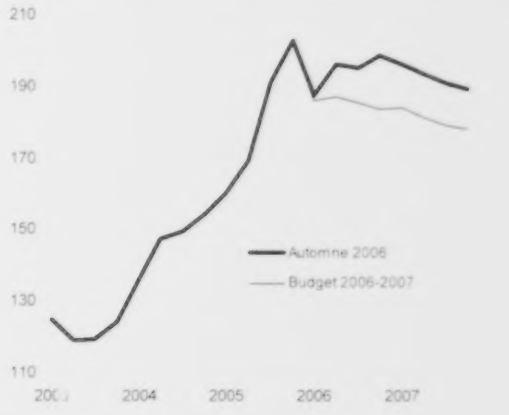
UN LÉGER RECUL DU DOLLAR CANADIEN EST ATTENDU EN 2007
(en cents américains)



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

GRAPHIQUE 13

LE COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES NE SUPPORTERA PLUS LE DOLLAR CANADIEN
(indice 1982-1990 = 100 en $US)



Sources : Banque du Canada et ministère des Finances du Québec.

Le contexte économique québécois

L'économie du Québec résiste aux pressions extérieures

Globalement, à l'exception de certains secteurs comme celui du bois d'œuvre, l'économie du Québec a résisté à la hausse des prix de l'énergie et au cours élevé du dollar canadien. L'ajustement des entreprises à cette situation et le niveau élevé de la confiance des ménages ont permis à l'économie québécoise de maintenir sa croissance.

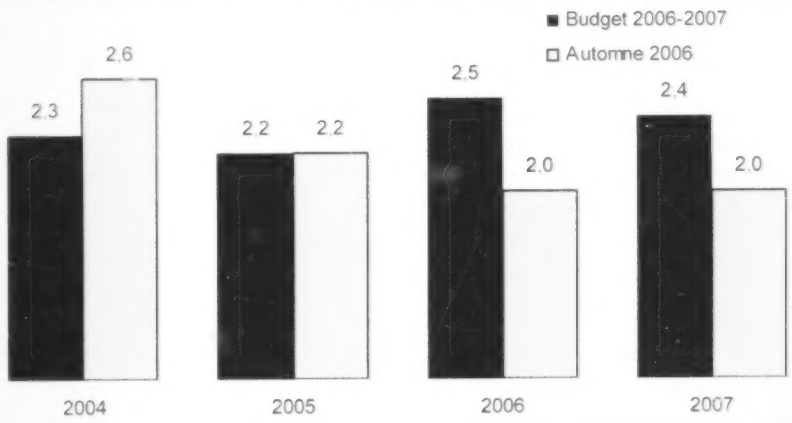
La demande intérieure est très dynamique au Québec. En particulier, la demande des ménages et l'investissement des entreprises restent élevés, ce qui stimule l'emploi. La consommation a progressé de 3,5 % en 2005, un sommet des six dernières années. Aussi, l'investissement en machinerie a crû de 4,5 % cette même année.

Toutefois, le contexte international limite l'essor des exportations et accentue la vigueur des importations. Au net, le secteur extérieur a retranché 1,7 point de pourcentage à la croissance économique chaque année depuis quatre ans, alors que celui-ci avait ajouté un point en moyenne chaque année de 1998 à 2001.

Ainsi, après avoir atteint 2,2 % l'an dernier, la croissance économique devrait se modérer quelque peu, pour se situer à 2 % cette année et l'an prochain. Ces perspectives sont révisées à la baisse comparativement à l'hypothèse retenue lors du dernier budget, alors qu'une croissance du PIB réel de 2,5 % était attendue en 2006 et de 2,4 % en 2007. Ces révisions proviennent essentiellement d'une contribution négative plus importante que prévu du secteur extérieur.

GRAPHIQUE 14

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Une croissance soutenue des dépenses des ménages

En 2005, les ménages québécois ont augmenté leurs achats de biens et services de 3,5 % en termes réels. Ce résultat est surtout attribuable :

— aux réductions d'impôts consenties par les gouvernements. À cet égard, le gouvernement du Québec a réduit l'impôt des particuliers de près de 2,9 milliards de dollars au cours des trois derniers budgets;

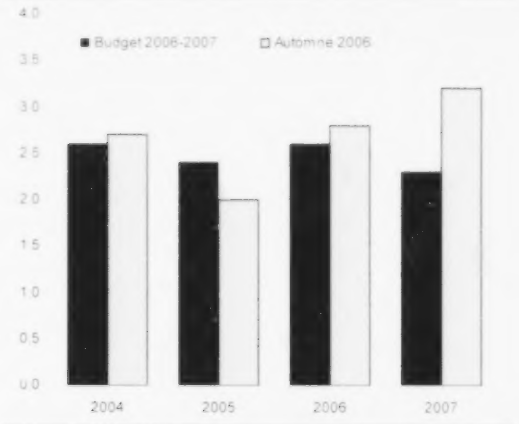
— à la baisse du prix de nombreux biens importés comme les meubles, les produits électroniques et les vêtements;

— aux conditions de crédit avantageuses liées aux faibles taux d'intérêt;

— à la bonne création d'emplois.

GRAPHIQUE 15

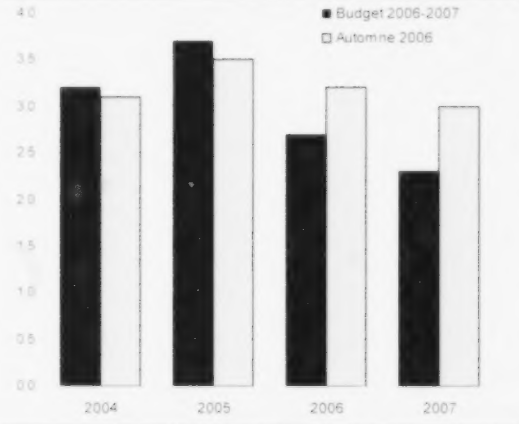
UNE BONNE CROISSANCE DES REVENUS PERSONNELS DES MÉNAGES...
(revenus réels, variation en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

GRAPHIQUE 16

... FAVORISE LA HAUSSE DE LEURS DÉPENSES PERSONNELLES
(consommation réelle, variation en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Cet essor est survenu en dépit du fort renchérissement des produits énergétiques qui a restreint le pouvoir d'achat des consommateurs. Confiants face à leur situation économique, les consommateurs ont choisi de réduire leur épargne plutôt que de substituer des dépenses d'énergie plus importantes à d'autres produits de consommation.

En perspective, la consommation réelle des ménages devrait s'accroître de 3,2 % cette année et de 3 % l'an prochain, des taux supérieurs à ceux retenus lors du dernier budget. Les ménages bénéficieront notamment des nouvelles baisses d'impôts déjà annoncées par les gouvernements. De plus, les montants versés au titre des ententes sur l'équité salariale amélioreront la situation financière de plusieurs milliers d'employés de l'État.

Des niveaux de mises en chantier élevés malgré un nouveau recul

Après avoir atteint un niveau record à 58 400 en 2004, la construction de nouvelles unités s'est repliée à 50 900 unités l'an dernier.

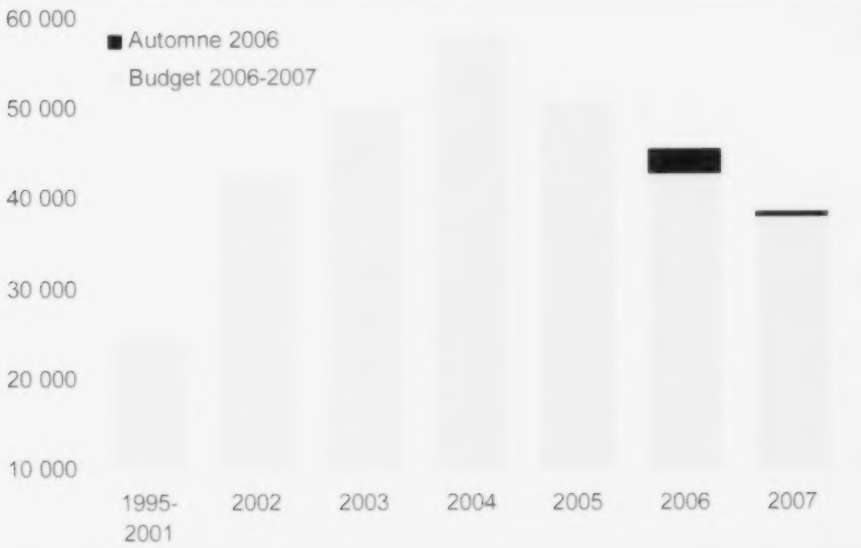
Parmi les facteurs ayant contribué à ce repli, on dénote la hausse du taux d'inoccupation du marché locatif, qui se situait pour la première fois en cinq ans à 2 % l'an dernier. En outre, l'offre accrue de logements sur le marché de la revente, en hausse de près de 40 % depuis trois ans, rend moins attrayante la construction neuve, dont les prix sont plus élevés.

Ces facteurs, conjugués à une hausse attendue des taux d'intérêt hypothécaires, entraîneront un contexte moins favorable à la construction neuve en 2006 et 2007. Le taux hypothécaire d'un terme de cinq ans devrait atteindre 7 % en 2007.

Ainsi, la tendance à la baisse des mises en chantier se poursuivra avec la construction de 45 500 unités en 2006 et de 38 500 unités en 2007, des niveaux compatibles avec la formation de ménages attendue au cours des prochaines années. Ce nombre d'unités reste cependant supérieur à celui de la fin des années 1990, alors que moins de 25 000 unités étaient mises en chantier annuellement.

GRAPHIQUE 17

LA TENDANCE À LA BAISSE DES MISES EN CHANTIER SE POURSUIVRA
(en nombre d'unités)



Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et ministère des Finances du Québec.

L'investissement des entreprises reste dynamique

Les entreprises s'adaptent à un contexte international changeant. Elles ont profité d'un dollar fort pour accroître leurs investissements réels en machines et matériel de 13,5 % en 2004 et de 4,5 % l'an dernier.

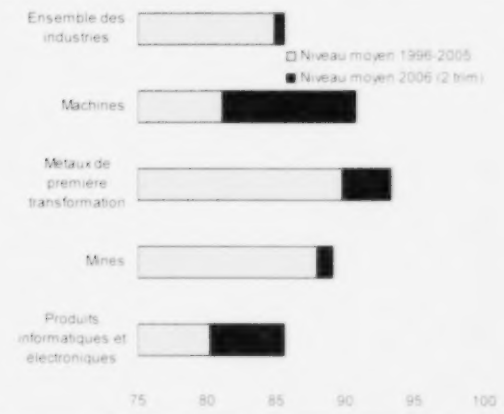
Dans le secteur manufacturier, ces investissements ont permis d'accroître la production des entreprises de près de 4 % depuis trois ans en dépit d'un recul de l'emploi de 6 %.

La mise en place par le gouvernement du Québec d'un crédit de taxe sur le capital de 5 % sur les nouveaux investissements en matériel de fabrication et de transformation a également contribué à améliorer le climat pour les investissements.

Par ailleurs, le contexte restera favorable à l'investissement dans les années à venir. Le taux d'utilisation des capacités de production est très élevé dans plusieurs secteurs, notamment ceux des mines, des métaux de première transformation, des machines et des produits informatiques. De plus, la croissance des profits reste élevée, celle-ci devant être de plus de 5 % en moyenne en 2006 et en 2007.

GRAPHIQUE 18

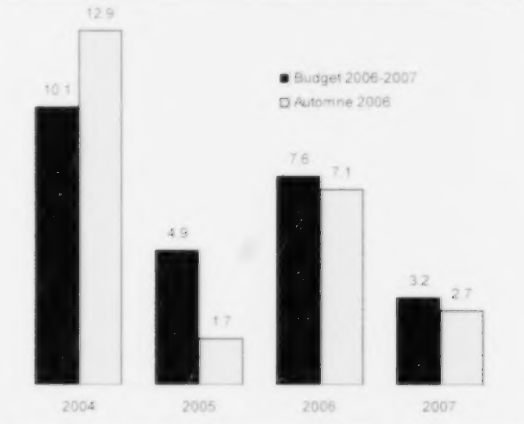
TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION INDUSTRIELLE
(industries canadiennes, en pourcentage)



Source : Statistique Canada

GRAPHIQUE 19

INVESTISSEMENT NON RÉSIDENTIEL DES ENTREPRISES
(variation en pourcentage, en termes réels)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec

Ainsi, l'investissement des entreprises devrait s'accroître de 7,1 % en 2006. Avec le plafonnement de certains investissements associés aux projets énergétiques, la croissance de l'investissement des entreprises atteindra 2,7 % en 2007. Ces projections sont légèrement révisées à la baisse comparativement au dernier budget.

Le secteur extérieur freine la croissance économique

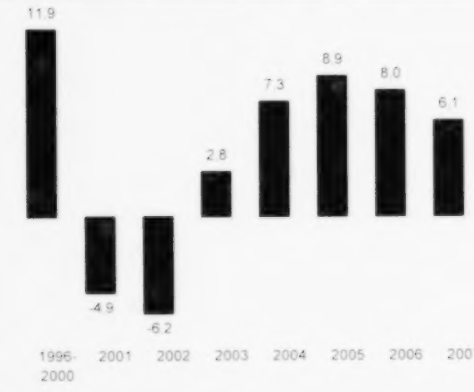
En 2005, les exportations ont crû de 2,5 % en termes réels. Cette évolution est attribuable en partie à l'importante demande américaine pour les biens d'investissement québécois, dont les machines et le matériel de bureau, ainsi que le matériel de télécommunication. La croissance des investissements en machines et matériel aux États-Unis a en effet progressé de plus de 8 % en moyenne en 2004 et en 2005.

La vigueur de l'investissement des entreprises américaines continuera d'être bénéfique pour nos exportations. Toutefois, la vigueur du dollar en limitera l'ampleur. Ainsi, la croissance des exportations devrait atteindre 2,7 % en 2006 et 3,9 % en 2007, comparativement à une croissance de plus de 4 % prévue dans le budget de mars dernier.

GRAPHIQUE 20

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES AUX ÉTATS-UNIS EN MACHINES ET MATÉRIEL

(variation annuelle en pourcentage)

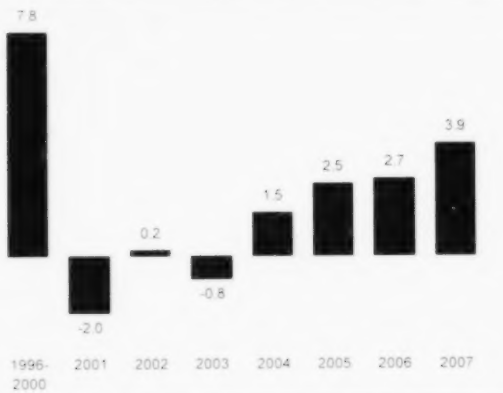


Sources : Global Insight et ministère des Finances du Québec.

GRAPHIQUE 21

EXPORTATIONS DU QUÉBEC

(variation annuelle en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Au chapitre des importations, le niveau élevé du dollar canadien et le dynamisme de la demande intérieure québécoise stimuleront l'achat de produits et services étrangers par les entreprises et les ménages du Québec. Ainsi, après avoir progressé de 5 % l'an dernier, la croissance des importations devrait avoisiner les 4 % d'ici 2007.

Somme toute, la croissance plus importante des importations, comparativement à celle des exportations, aura pour effet de ralentir la croissance économique du Québec en 2006 et 2007. Le secteur extérieur retranchera l'équivalent de un point de pourcentage à la croissance du PIB réel en 2006, et ce, malgré la reprise des exportations amorcée depuis 2004.

Une bonne performance du marché du travail

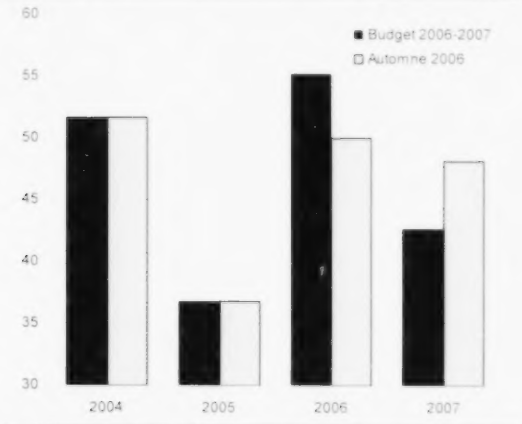
En 2005, 36 800 emplois ont été créés au Québec. Pour une deuxième année consécutive, la majorité des emplois créés étaient des emplois à plein temps. Une partie importante de la création d'emplois a été réalisée dans les secteurs du commerce, de la construction et de la gestion d'entreprises, des services administratifs et autres services de soutien. Néanmoins, les difficultés du secteur manufacturier ont entraîné la perte de 14 500 emplois l'an dernier.

Jusqu'ici cette année, le Québec compte 50 100 emplois de plus qu'à la même période l'an dernier. En perspective, avec la bonne progression attendue de l'économie, cette tendance récente se maintiendra en 2006 et 2007. En fait, la création d'emplois devrait s'élever à 50 000 en 2006 et à 48 100 en 2007. En outre, jamais une aussi grande proportion de la population n'a détenu un emploi dans l'histoire du Québec. Pour la troisième année de suite, le taux d'emploi excède 60 %, un record.

La bonne tenue de l'emploi en général se reflète aussi sur le taux de chômage qui a diminué à 8,3 % l'an dernier, le plus bas niveau des 30 dernières années. En perspective, le taux de chômage devrait diminuer davantage et se situer à 8 % en 2007.

GRAPHIQUE 22

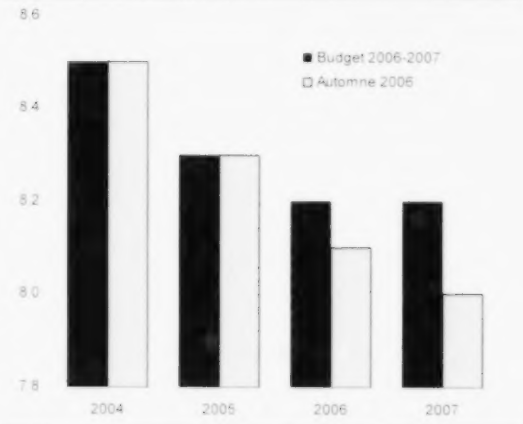
CRÉATION D'EMPLOIS
(en milliers)



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

GRAPHIQUE 23

TAUX DE CHÔMAGE EN BAISSE
(taux en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

Bonne progression du PIB nominal

Par ailleurs, après avoir atteint 3,9 % en 2005, la croissance du PIB nominal progressera davantage, à 4,4 % en 2006 et en 2007. Il s'agit de projections révisées à la hausse par rapport au dernier budget, et ce, en dépit d'une révision à la baisse des projections de croissance réelle.

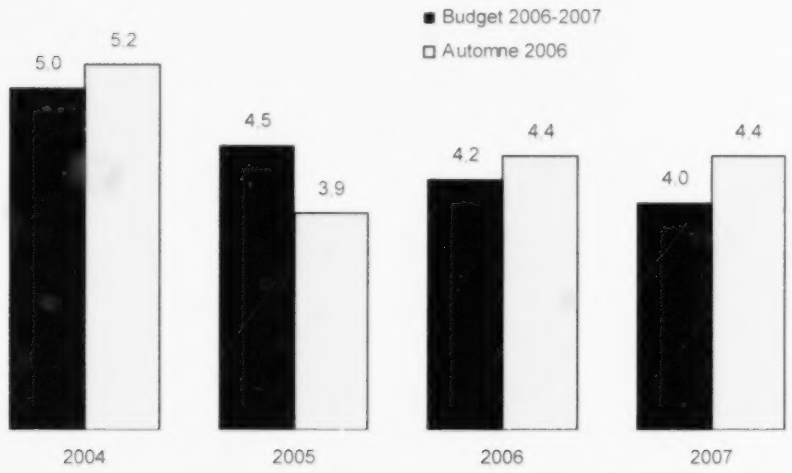
En particulier, la valeur élevée du dollar canadien entraînera une légère hausse des prix des biens exportés par rapport à ceux qui sont importés. Cela entraînera une révision à la hausse du niveau prévu des prix associés à la production intérieure.

De plus, le dynamisme de la demande intérieure se reflètera par une bonne progression des bénéfices des entreprises et des revenus personnels; ces derniers devraient s'accroître de 4,5 % en 2006 et de 5,1 % en 2007.

En outre, le maintien de bonnes conditions sur le marché du travail entraînera une augmentation des salaires et traitements de 4,4 % cette année et de 5,1 % l'an prochain. Il convient de souligner qu'en 2007, les ententes de l'équité salariale avec les employés de l'État contribueront à soutenir la croissance des revenus personnels, donc à augmenter la croissance du PIB nominal.

GRAPHIQUE 24

LA CROISSANCE DU PIB NOMINAL AU QUÉBEC
(variation annuelle en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

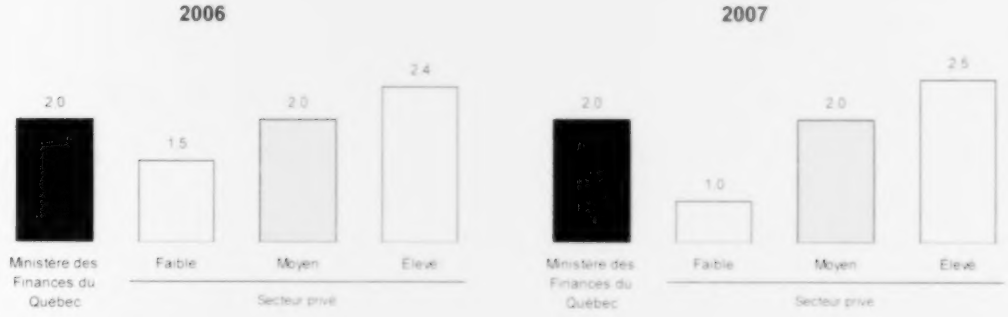
Comparaison avec les prévisions du secteur privé

La prévision de croissance économique québécoise du ministère des Finances est identique à la moyenne de celle du secteur privé, tant pour 2006 que pour 2007. Toutefois, les écarts de prévision sont importants entre les différents prévisionnistes. En effet, des divergences importantes existent, notamment en ce qui concerne l'évolution du dollar canadien et celle des produits énergétiques.

Cette nouvelle prévision présente une révision à la baisse de la croissance économique, tout comme celles du secteur privé.

GRAPHIQUE 25

COMPARAISON DE LA PRÉVISION ÉCONOMIQUE DU MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC AVEC CELLES DU SECTEUR PRIVÉ
(PIB réel, variation en pourcentage)



Source : Ministère des Finances du Québec.

TABLEAU 13

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES AU QUÉBEC
(variation en pourcentage)

	2005	2006	2007
PRODUCTION			
Produit intérieur brut réel	2,2	2,0	2,0
Budget 2006-2007	*2,2*	*2,5*	*2,4*
Produit intérieur brut	3,9	4,4	4,4
Budget 2006-2007	*4,5*	*4,2*	*4,0*
COMPOSANTES PIB (en termes réels)			
Consommation	3,5	3,2	3,0
Budget 2006-2007	*3,7*	*2,7*	*2,3*
Investissement non résidentiel	1,7	7,1	2,7
Budget 2006-2007	*4,9*	*7,6*	*3,2*
Exportations	2,5	2,7	3,9
Budget 2006-2007	*3,8*	*4,2*	*4,7*
Importations	5,0	4,3	4,1
Budget 2006-2007	*5,2*	*4,3*	*4,2*
AUTRES INDICATEURS ÉCONOMIQUES[1]			
Consommation nominale	5,5	5,0	4,8
Budget 2006-2007	*5,6*	*4,7*	*4,0*
Mises en chantier (en milliers)	50,9	45,5	38,5
Budget 2006-2007	*50,9*	*42,9*	*38,1*
Revenu personnel	4,0	4,5	5,1
Budget 2006-2007	*4,2*	*4,6*	*4,0*
Bénéfices des sociétés	1,5	7,8	3,1
Budget 2006-2007	*3,5*	*5,7*	*5,4*
Prix à la consommation	2,3	2,0	2,1
Budget 2006-2007	*2,3*	*2,3*	*1,9*
MARCHÉ DU TRAVAIL			
Création d'emplois (en milliers)	36,8	50,0	48,1
Budget 2006-2007	*36,8*	*55,2*	*42,6*
Taux de chômage (taux en %)	8,3	8,1	8,0
Budget 2006-2007	*8,3*	*8,2*	*8,2*

(1) En termes nominaux, sauf indication contraire.

3. Finances publiques : des progrès concrets

En avril 2003, le nouveau gouvernement du Québec a hérité d'une situation financière difficile. Dès le budget de juin 2003, le gouvernement a agi afin de ramener l'équilibre et la transparence dans les finances publiques.

Grâce à l'action du gouvernement, des progrès concrets ont été réalisés.

Cette action a été organisée autour de trois axes :

— maintenir l'équilibre budgétaire grâce à une gestion rigoureuse des dépenses publiques;

— moderniser l'État;

— se donner les moyens de réduire le poids de la dette.

La discipline budgétaire dont il a fait preuve a permis au gouvernement d'investir dans les priorités des Québécois :

— des investissements importants ont notamment été consentis en faveur de la santé, de l'éducation, des infrastructures et des familles;

— le fardeau fiscal des particuliers et des entreprises, notamment celui des PME, a été réduit afin de favoriser la prospérité économique dans l'ensemble des régions du Québec.

La rigueur budgétaire

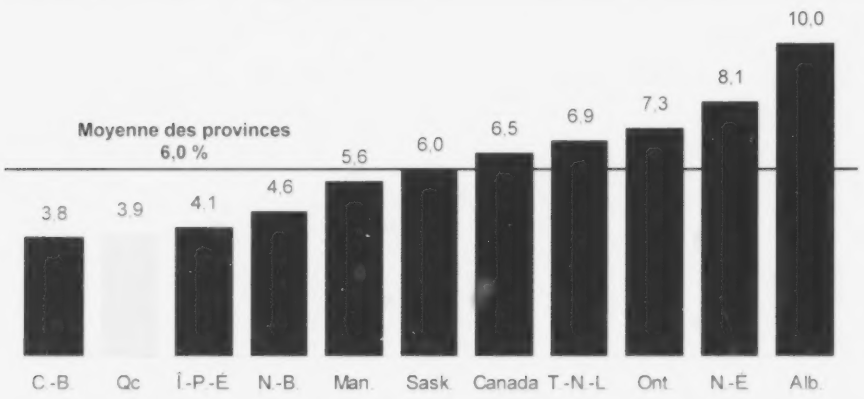
Une gestion rigoureuse des dépenses publiques

De 2003-2004 à 2006-2007, la croissance des dépenses de programmes du Québec a été annuellement en moyenne de 3,9 %, une progression inférieure à celle du PIB (4,5 %).

Durant cette même période, les dépenses de programmes de l'Ontario ont crû de 7,3 % par année en moyenne, alors que celles du gouvernement fédéral ont crû en moyenne de 6,5 % par année.

GRAPHIQUE 26

CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES DE 2003-2004 À 2006-2007
(en pourcentage)

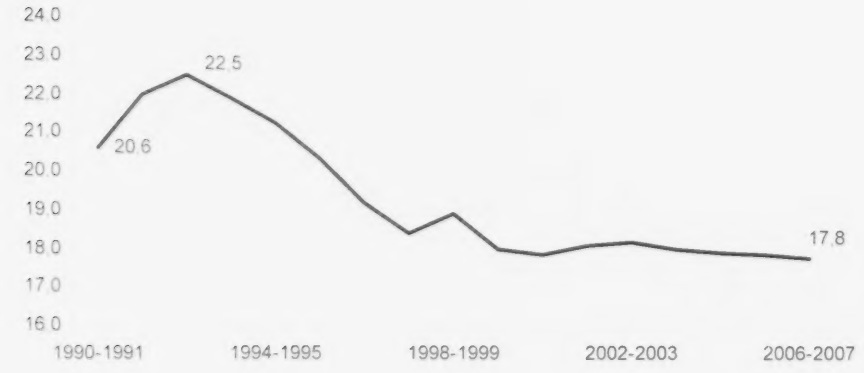


Source : Ministère des Finances du Québec.

En fait, le Québec a été, après la Colombie-Britannique, la province canadienne qui a connu la plus faible croissance de ses dépenses de programmes. En conséquence, les dépenses du gouvernement du Québec en proportion du PIB n'ont jamais été aussi faibles depuis 35 ans (17,8 % du PIB).

GRAPHIQUE 27

DÉPENSES DE PROGRAMMES
(en pourcentage du PIB)



Source : Ministère des Finances du Québec.

La modernisation de l'État

Cette gestion serrée des dépenses s'est notamment appuyée sur une modernisation sans précédent du fonctionnement de l'État.

En effet, le Plan de modernisation 2004-2007 a déjà donné des résultats concrets avec, notamment :

— la réduction de la taille de la fonction publique qui passera de 75 800 à 60 100 emplois à temps complet d'ici 2014;

— la création de Service Québec, dans le but de simplifier la vie des citoyens et des entreprises;

— la réduction de 42 % des structures de direction dans le réseau de la santé et des services sociaux;

— l'examen des organismes publics;

— la modernisation de la gouvernance des sociétés d'État;

— la création du Centre de services partagés du Québec permettant d'intégrer, dans une perspective d'efficience, des services administratifs gouvernementaux.

Grâce à la réduction de la taille de l'État et des coûts de fonctionnement, ce sont des économies de 500 millions de dollars que le gouvernement a réalisées depuis 2004. Une somme qui augmentera au fil des ans et qui peut, dès aujourd'hui, être investie dans les priorités des Québécois.

Une réduction durable du poids de la dette

Par ailleurs, le gouvernement se devait de mettre fin à une situation qui faisait du Québec la province la plus endettée. S'attaquer au poids de la dette dans l'économie était devenu impératif, d'autant plus que celle-ci avait servi dans la passé à financer en grande partie des dépenses courantes. C'est ainsi que, lors du dernier budget, le ministre des Finances a annoncé la mise en place du Fonds des générations.

Exclusivement dédié au remboursement de la dette, le Fonds des générations est alimenté par des sources de revenus spécifiques dont la mise en place n'a pas entraîné une hausse du fardeau fiscal des contribuables.

La dynamique enclenchée permettra d'atteindre les objectifs de réduction du poids de la dette dans l'économie fixés par la Loi, la dette ne devant pas excéder :

— 38 % du PIB au 31 mars 2013;

— 32 % du PIB au 31 mars 2020;

— 25 % du PIB au 31 mars 2026.

D'ici le 31 mars 2026, et compte tenu de la mise de fonds additionnelle de 500 millions de dollars dans le Fonds des générations, ce sont plus de 32 milliards de dollars qui auront été accumulés et qui pourront servir à rembourser la dette.

Investir dans les priorités des Québécois

La gestion rigoureuse des dépenses et la modernisation de l'État n'ont pas empêché le gouvernement d'investir en faveur des priorités des Québécois, notamment la santé, l'éducation, les infrastructures et la famille. Elles ont également permis de dégager la marge de manœuvre nécessaire pour réduire le fardeau fiscal des contribuables québécois.

La santé

En santé, les dépenses ont progressé de 4,2 milliards de dollars depuis avril 2003 pour atteindre 22 milliards de dollars. C'est près de 70 % de la hausse des dépenses de programmes du gouvernement qui a ainsi été affectée au financement de la santé. Ces sommes ont entraîné :

— une augmentation importante du nombre de chirurgies prioritaires;

— une diminution sensible des délais d'attente;

— une amélioration des services dans les urgences malgré une hausse de l'achalandage;

— des investissements importants dans le maintien des actifs immobiliers.

L'éducation

En éducation, les dépenses ont augmenté de 1,6 milliard de dollars. Ainsi, les investissements en éducation ont progressé chaque année cinq fois plus vite que durant le mandat du gouvernement précédent.

Depuis l'automne 2006, les élèves du primaire bénéficient d'une heure et demie de plus d'enseignement par semaine. L'anglais est aujourd'hui enseigné dès la 1re année et 120 millions de dollars ont été investis en faveur des élèves en difficulté d'apprentissage et de leurs parents, permettant l'embauche de 1 800 spécialistes.

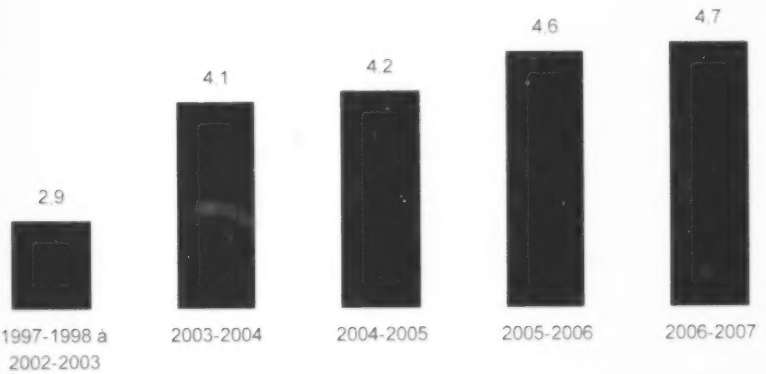
Les infrastructures

Depuis 2003-2004, le gouvernement du Québec a fait également des efforts sans précédent en faveur des infrastructures.

En 2006-2007, ce sont 4,7 milliards de dollars qui sont investis dans le maintien et le développement de nos infrastructures, soit près du double du niveau enregistré, en moyenne, de 1997-1998 à 2002-2003. Et ces efforts vont se poursuivre.

GRAPHIQUE 28

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ANNUELS EN IMMOBILISATIONS
(contribution du gouvernement, en milliards de dollars)



Source : Secrétariat du Conseil du trésor

Ainsi, 4,1 milliards de dollars seront par exemple investis au cours des trois prochaines années pour améliorer le réseau routier. En 2006-2007, 1,3 milliard de dollars seront investis, dont :

— 421 millions de dollars pour le développement;

— 879 millions de dollars pour la préservation du réseau routier.

Ce niveau d'investissement représente une augmentation de plus de 500 millions de dollars par rapport à la moyenne investie durant la période allant de 1997-1998 à 2002-2003.

— Environ la moitié de cette augmentation est allouée à la préservation du réseau routier et l'autre moitié, à son développement.

De plus, des investissements de plus de 1 milliard de dollars seront réalisés cette année dans les établissements de santé et de services sociaux et de 784 millions de dollars dans les établissements d'enseignement.

TABLEAU 14

INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS
(contribution du gouvernement en millions de dollars)

	Moyenne 1997-1998 à 2002-2003	2006-2007	Variation
Établissements de santé et de services sociaux	575	1 007	432
Établissements d'enseignement	704	784	80
Réseau routier	649	1 197[1]	548
Infrastructures municipales et transport en commun	261	623	362
Autres infrastructures publiques	740	1 114	374
TOTAL	**2 929**	**4 725**	**1 796**

(1) Le budget total pour le réseau routier s'élève à 1 300 M$, incluant des dépenses non capitalisables de 103 M$.

La famille, le logement et la lutte contre la pauvreté

Par ailleurs, le gouvernement a augmenté de façon importante les sommes consacrées pour :

— soutenir les familles;

— construire de nouveaux logements sociaux;

— lutter contre la pauvreté.

❒ Une amélioration du soutien aux familles

Les familles ont bénéficié d'une augmentation importante du soutien financier qui leur est accordé, notamment par :

— la mise en place du Soutien aux enfants en 2005;

— la mise en place de la Prime au travail en 2005;

— la création de 36 566 nouvelles places dans les garderies, pour un total de 200 000 places disponibles en 2006.

Ainsi, le soutien financier accordé aux familles atteindra 4,7 milliards de dollars en 2006, soit une hausse de 29 % par rapport à 2003.

À cela s'ajoute la mise en place, le 1er janvier dernier, du Régime québécois d'assurance parentale, qui accorde un soutien financier plus généreux, plus accessible et plus souple aux parents à l'occasion d'un congé de maternité, d'un congé parental ou d'un congé d'adoption.

TABLEAU 15

SOUTIEN FINANCIER ACCORDÉ AUX FAMILLES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – 2006
(en millions de dollars)

Soutien aux enfants	2 009
Prime au travail	196
Soutien à la garde[1]	2 034
Autres mesures[2]	444
TOTAL	**4 682**

(1) Comprend les services de garde dans les centres de la petite enfance et garderies et les garderies en milieu scolaire, de même que les dépenses des commissions scolaires pour les maternelles 5 ans et les maternelles en milieu défavorisé.

(2) Principalement, soutien pour enfants handicapés, aide de dernier recours (suppléments pour enfants), allocation logement, aide financière aux études, crédits d'impôt pour frais de garde, pour adoption et fertilité, détaxation de la TVQ pour les couches pour enfants et articles d'allaitement.

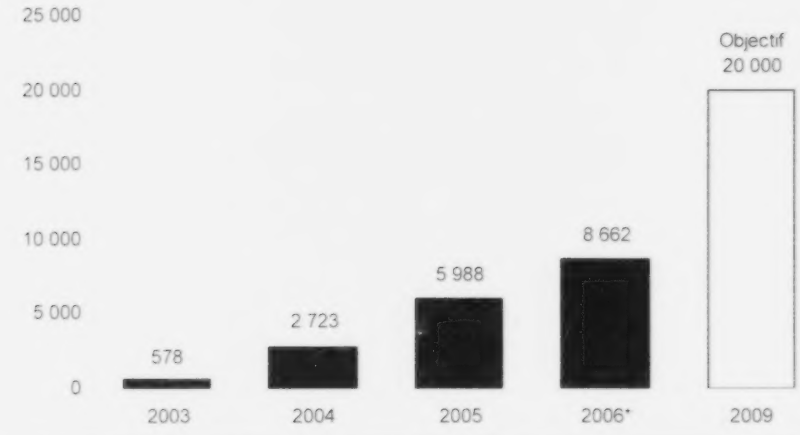
❒ Construction de 20 000 nouveaux logements sociaux

Par ailleurs, les mesures annoncées par le gouvernement pour le logement social porteront à 20 000 le nombre de nouveaux logements sociaux et à 1 milliard de dollars l'aide gouvernementale qui aura été consacrée à leur construction. C'est 7 000 logements de plus que l'engagement pris par le gouvernement.

De plus, les budgets d'entretien et de rénovation majeure du parc des habitations à loyer modique ont été augmentés de 20 % par année et atteindront 82 millions de dollars cette année.

GRAPHIQUE 29

NOMBRE CUMULATIF DE LOGEMENTS LIVRÉS AU 31 DÉCEMBRE DE CHAQUE ANNÉE



* Au 30 juin

Source : Société d'habitation du Québec

❒ Lutte contre la pauvreté

En matière de lutte contre la pauvreté, le gouvernement a respecté les exigences de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* en déposant, en avril 2004, un plan d'action gouvernemental. Ce plan s'est notamment traduit par :

— une indexation annuelle des prestations d'aide sociale;

— l'instauration d'un barème plancher à l'aide sociale depuis octobre 2005;

— une extension à toutes les familles de l'exemption de 100 $ par mois des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le calcul de l'aide sociale;

— une hausse du salaire minimum, qui est passé de 7,30 $ de l'heure en février 2003 à 7,75 $ de l'heure le 1er mai 2006.

Au total, ce sont plus de 2,5 milliards de dollars sur cinq ans qui auront été consacrés, d'ici 2008-2009, aux personnes en situation de pauvreté.

Des investissements pour soutenir la croissance économique

Pour favoriser la croissance économique dans l'ensemble des régions du Québec, le gouvernement a fait de la réduction du fardeau fiscal une priorité, tout en respectant un financement adéquat des services publics.

Le fardeau fiscal des particuliers a ainsi été réduit. De plus, le gouvernement a agi pour offrir un environnement plus compétitif aux entreprises et encourager la création de richesse.

❒ Une réduction importante du fardeau fiscal des particuliers

Du côté des particuliers, le fardeau fiscal a été réduit de 2,9 milliards de dollars avec, comme résultat, que l'écart de fardeau fiscal du Québec avec la moyenne canadienne a chuté de plus de la moitié à l'impôt sur le revenu des particuliers.

En 2003, l'écart moyen de fardeau fiscal avec les autres provinces était de 2,2 milliards de dollars. En 2007, l'écart passera à 980 millions de dollars, soit une baisse de 55 %. Le contribuable québécois ne paiera donc plus que 269 $ d'impôt de plus en moyenne que les contribuables des autres provinces.

TABLEAU 16

IMPÔT DES PARTICULIERS – ÉCART DE FARDEAU FISCAL ENTRE LE QUÉBEC ET LES AUTRES PROVINCES EN APPLIQUANT LA STRUCTURE DE TAXATION DES AUTRES PROVINCES AU QUÉBEC[1]

	2003	2007[2]	
	(millions $)	(millions $)	($ par contribuable)
ÉCART QUÉBEC – AUTRES PROVINCES[3]			
– Ontario	5 627	3 502	962
– Alberta	4 433	3 303	907
– Colombie-Britannique	3 538	3 184	874
– Saskatchewan	2 234	1 292	355
– Nouveau-Brunswick	1 526	462	127
– Manitoba	937	54	15
– Nouvelle-Écosse	689	-338	-93
– Île-du-Prince-Édouard	1 099	-425	-117
– Terre-Neuve-et-Labrador	-677	-2 218	-609
ÉCART MOYEN	**2 156**	**980**	**269**

(1) Incluant les contributions-santé et les mesures d'aide aux familles (par exemple, les allocations familiales et les crédits d'impôt remboursables).

(2) Incluant les mesures du *Budget 2006-2007* du Québec et celles des budgets présentés par les autres provinces en date du 10 mars 2006, soit la Colombie-Britannique et le Manitoba.

(3) L'abattement du Québec de 16,5 % est retranché de l'écart de fardeau fiscal.

Source : Ministère des Finances du Québec.

❒ Une fiscalité plus compétitive pour les sociétés

Des efforts importants ont aussi été consacrés pour améliorer l'efficacité et la compétitivité du régime fiscal des sociétés. Les mesures instaurées permettront de réduire, à terme, le fardeau fiscal des entreprises de près de 450 millions de dollars annuellement.

— La réduction de plus de 50 % de la taxe sur le capital d'ici 2009 la ramènera à un niveau plus concurrentiel par rapport aux autres provinces canadiennes.

— La mise en place d'un nouveau crédit de taxe sur le capital de 5 % de la valeur des nouveaux investissements en matériel de fabrication et de transformation stimulera les investissements et la productivité des entreprises.

— Le gouvernement reconnaît aussi l'importance d'une fiscalité préférentielle pour les PME :

  - en réduisant le taux d'imposition de ces entreprises à 8 % pour les premiers 400 000 $ de revenu imposable;

- en augmentant le seuil d'exemption de la taxe sur le capital à 1 million de dollars, permettant ainsi d'exempter de cette taxe plus de 75 % des entreprises.

Des progrès qui ont été reconnus par les agences de crédit

La volonté de rigueur et de transparence dont a fait preuve le gouvernement ainsi que les progrès accomplis ont été reconnus. Au printemps dernier deux agences de crédit, Moody's[3] de New York et DBRS de Toronto, augmentaient la cote de crédit du Québec.

La décision de Moody's était principalement basée sur les éléments suivants :

— l'amélioration importante de la situation financière au cours des dernières années et l'engagement du gouvernement à poursuivre dans cette voie;

— la gestion rigoureuse des dépenses, notamment par le règlement des conventions collectives jusqu'en 2010;

— l'instauration d'une stratégie claire de réduction du fardeau de la dette par la création du Fonds des générations, qui permettra de diminuer le ratio dette/PIB à 38 % d'ici cinq ans;

— la taille et la diversification de l'économie du Québec.

Poursuivre la gestion rigoureuse des finances publiques

La reconnaissance de la bonne gestion des finances publiques québécoises, au printemps dernier, est directement attribuable à la détermination du gouvernement. Des décisions difficiles ont été prises, mais elles étaient motivées par la conviction qu'il fallait redresser les finances publiques pour préparer le Québec à mieux faire face aux défis de demain.

3 « Moody's a augmenté la cote du Québec de A1 à Aa3, reconnaissant ainsi l'amélioration continue de la performance de la province sur le plan financier et l'engagement du gouvernement à poursuivre le progrès. L'un des facteurs clé de l'amélioration de la qualité du crédit est l'élaboration par le gouvernement d'une stratégie claire de réduction de la dette. » Moody's Investors Service, New York, 14 juin 2006. (Traduction du MFQ)

Finances
Québec